SUNDAY TIMES
LIBRE D'INFORMER

Dimanche | 28 mai 2023 | 20 pages | No 573 | Gratuit

La police et l'ICAC

Réduites à des instruments purement politiques

- Sévère rappel à l'ordre du DPP à la police et critiques acerbes émises par la magistrate Bholah contre l'enquête de la commission anti-corruption dans l'affaire Molnupiravir
- L'ICAC agira-t-elle de la même façon que dans l'affaire Molnupiravir pour disculper le ministre Gobin et le PPS Dhaliah dans le sillage des allégations de pots-de-vin formulées contre eux?
- Vimen Sabapati accuse la SST de complot contre lui

Navin Ramgoolam : « Pravind Jugnauth a peur des élections »

Renvoi des élections municipales

Une contestation légale envisageable

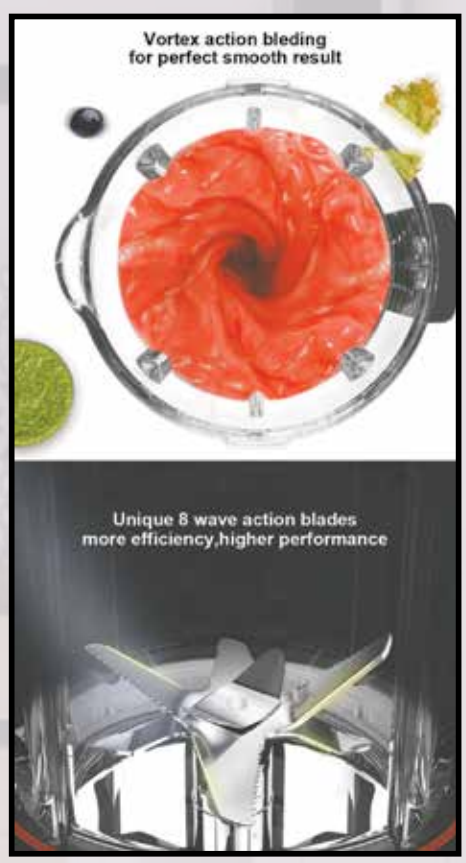
Budget 2023/2024

Les grands défis

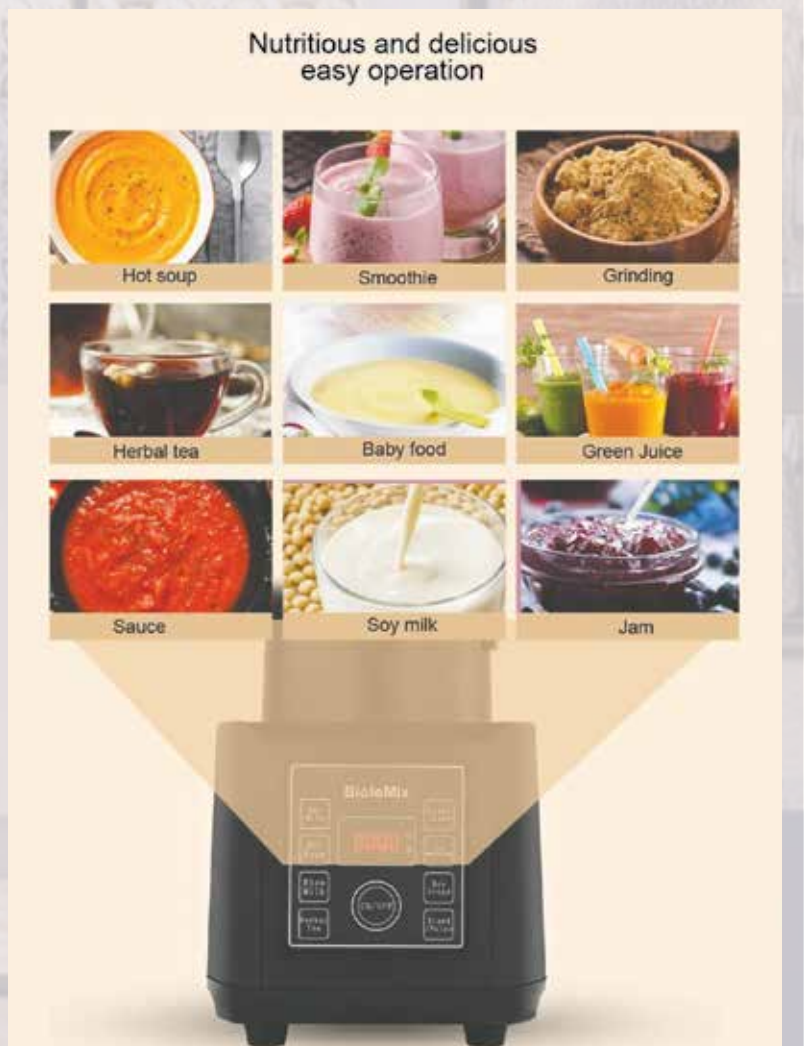
En vue des prochaines législatives

Les autorités font-elles un 'profiling' des contribuables ?

Téléchargez
votre copie gratuite
tous les dimanches
https://www.sundaytimesmauritius.com/news/



- Unique hot & cold functions
- Heats up to 100°
- Heavy duty motor 38000 RPM
- Overheat protection system
- High quality 5 layer borosilicate jar can withstand up to 300° temperature



Represented by

MULTI HOUSEWARE Co. Ltd

1st Floor - Madeleine House
54, SSR street, Port-Louis.
Tel: **216 0602 / 5 922 3392 / 5 784 4488**

En une semaine

Gifle magistrale pour la police et l'ICAC

Cette semaine a été riche en développements, avec d'abord la charge provisoire de '*Perverting the course of justice*' rayée contre Rama Valayden et la charge de '*Public Official Using Office for Gratification*' contre Brijendrasingh Naeck, '*Principal Pharmacist'* au ministère de la Santé. Cela concerne l'enquête sur l'affaire Molnupiravir, qui remonte à décembre 2021. Les mises en garde et rappel à l'ordre sévères du Directeur des Poursuites Publiques (DPP) et la magistrate Bibi Aznah Bholah dans ces deux cas interpellent. Nos '*enforcement agencies'* respectent-elles la loi ?

La police n'est pas près d'oublier ce rappel à l'ordre du Directeur des Poursuites Publiques (DPP), mardi dernier. D'abord, le contenu a été communiqué à la magistrate de la cour de district de Port-Louis, Azna Bibi Bholah, sur Rama Valayden. Ce dernier, avocat et dirigeant de *Linion Pep Morisien* (LPM), avait été arrêté par la '*Special Striking Team'* (SST) le vendredi 12 mai dernier, suite aux propos qu'il avait tenus lors de l'émission « *Au Cœur de l'Info* » sur Radio Plus le vendredi 5 mai dernier où il avait fait état de '*planting*' dans certains cas de drogue.

Le jour où la charge provisoire avait été logée contre Rama Valayden, plusieurs motions avaient aussi été déposées devant la magistrate, dont celle de la radiation de cette accusation provisoire. Onze jours plus tard, soit le mardi 23 mai dernier, c'est le DPP qui a pris les devants, en annonçant sa décision de rayer la charge provisoire. Non seulement a-t-il émis des sérieuses critiques contre la police, mais il l'a également rappelé à l'ordre concernant l'usage de la charge provisoire.

Selon le DPP, il n'y a aucun lieu à ce stade de maintenir une charge provisoire contre Rama Valayden, avant que l'enquête ne soit bouclée. Il demande également au patron des Casernes centrales de ne pas recourir à la charge provisoire à chaque fois, et aussi de rechercher des avis légaux avant d'y recourir (*voir aussi en page 7*).

Sérieuses critiques contre l'ICAC

Il était l'un des principaux suspects de l'ICAC dans l'enquête sur l'affaire Molnupiravir. Le '*Principal Pharmacist*' du ministère de la Santé avait été arrêté en décembre 2021 par l'ICAC dans cette enquête concernant l'achat d'un million de comprimés de Molnupiravir au coût de Rs 79 millions. La magistrate Azna Bibi Bholah a rayé cette charge cette semaine, en émettant de sérieuses critiques contre l'ICAC.

D'abord, la magistrate Bholah note des failles majeures dans la conduite de l'enquête. « *I have noted with concern the major loopholes in the evidence of the EO (Enquiring Officer) to substantiate that there was reasonable suspicion at the time of the arrest and the lodging of the present provisional charge [...]* ». Elle relève ensuite des incohérences. « *What is more shocking from what transpired from the EO is his averment that the senior most officers of the MoHW are so unqualified that they cannot distinguish between a 'Panadol' and 'Molnupiravir', have no means of verification, but yet the ones at the apex of the MoHW to approve the procurement of medications during a global critical period that is, the Covid-19 pandemic at a time where the death rate was alarmingly high* ».

Et d'ajouter que « *I have also noted that follwoing the version of the EO given in his cross-examination, learned counsel for the ICAC proceeded with a lenghty re-examination on another day, in what clearly looks like an attempt to rectify and set aside the loopholes that were so obvious in the cross-examination* ». Elle nfonce le clou en soutenant que « *I am of the view that the nature of the perations of the ICAC, ought not to be allowed to become the driver for change in an area of the law where the consequence is the loss of the liberty of an individual and the Court cannot accept the EO's suspicion based on the above as this would constitute a serious erosion of the safeguard of 'reasonable suspicion'* ».

La magistrate Bholah se pose des questions sur la réelle intention de l'ICAC sur cette affaire. S'agit-il d'une tentative de protéger ceux qui se trouvent dans une position hiérarchique plus haut que le '*Principal Pharmacist'* ? « *I also wish to place on record that the remarks made by the EO with regard to the qualifications of the former SCE of the MoHW, the DPS and the other senior officers of the Ministry, seem to be clearly a subsequent vain attempt to disconnect them from the present provisional charge after admitting in cross examination that the procurement process for the 1 million capsules of Molcovir 200mg at Rs 79.92 per unit from CPN Distributors Ltd could have been stopped at their level of verification* ».

Ce qui indique clairement que l'ICAC a tenté de dévier l'enquête pour disculper les cadres, au détriment du '*Principal Pharmacist*'. En tout cas, ces deux affaires embarrassent grandement les deux institutions clés du pays. Que sont la police et l'ICAC. D'ailleurs, l'ICAC ne semble pas avoir digéré les critiques émises à son encontre par la magistrate Bholah. Dans un communiqué émis vendredi après-midi, L'ICAC dit « *considérer en ce moment les avenus légales* » dans cette affaire. « *L'ICAC insiste que l'enquête est en bonne voie et qu'elle attend de recevoir des preuves de l'étranger afin de boucler le dossier* », précise le communiqué de la commission anti-corruption.

Stag Party

L'ICAC tente-t-elle de disculper le ministre Gobin ?

La façon dont l'ICAC a procédé dans l'affaire Molnupiravir, et qui a été critiquée par la magistrate Bholah dans le jugement rendu dans le cas de Brijendrasingh Naeck fait craindre le pire dans l'enquête portant sur le '*Stag Party'*. Dans ce jugement justement, la magistrate dit avoir noté des tentatives de l'enquêteur de l'ICAC de disculper des hauts cadres du ministère de la Santé, en allant « *on a fishing expedition* » contre le '*Principal Pharmacist'* Brijendrasingj Naeck contre qui il n'y avait pas de « *reasonable suspicion* ».

L'on craint ainsi que la commission anti-corruption ne récidive de la même façon dans l'enquête concernant les allégations de pots-de-vin contre le ministre Maneesh Gobin et le PPS Rajanah Dhaliah. Car jusqu'ici, ces derniers n'ont pas été inquiétés par les enquêteurs de la commission anti-corruption. « *Eski pe rode zis bane ti poissons pou arrêté et pou disculpé bane gros requins ki fine prend pots-de-vin* », se demande-t-on dans le milieu légal et politique. Le député Eshan Juman en a d'ailleurs fait part lors de la conférence hebdomadaire du PTr, vendredi.

ICAC

Rajen Narsinghen : « Un instrument dangereux entre les mains du pouvoir »

Le constitutionaliste Rajen Narsinghen estime que l'ICAC est devenu un instrument politique. Il déplore le fait que le peuple n'ait plus confiance en cette institution. « *Je salue le courage de cette jeune magistrate d'avoir présenté toutes les preuves pour dénoncer l'ICAC. Le directeur général aurait dû démissionner immédiatement. Il est évident que l'organisme ne fonctionne plus et que les enquêteurs ont délibérément orienté l'enquête dans une direction afin de protéger certains cadres proches du gouvernement... l'ICAC est devenu un instrument dangereux entre les mains de ceux qui sont au pouvoir... le prochain gouvernement devra sans aucun doute revoir le fonctionnement de l'Independent Commission Against Corruption (ICAC)* », affirme-t-il.

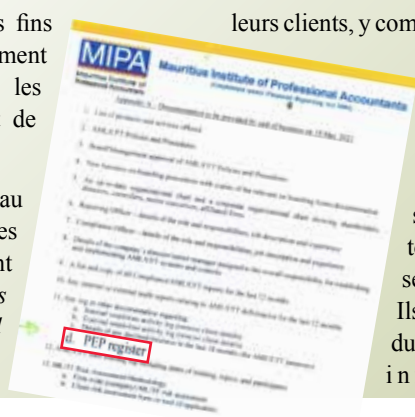
« *L'instrumentalisation de plusieurs institutions (BoM, FSC, MBC etc...) met notre pays en péril sur la scène internationale. Nous prenons des engagements envers les instances pour lutter contre la corruption et le trafic de drogue, entre autres, mais nous ne pouvons pas nous contenter de beaux discours. Maurice devient pire que certains pays d'Afrique où la corruption et la dictature sont prédominantes* », déclare l'avocat.

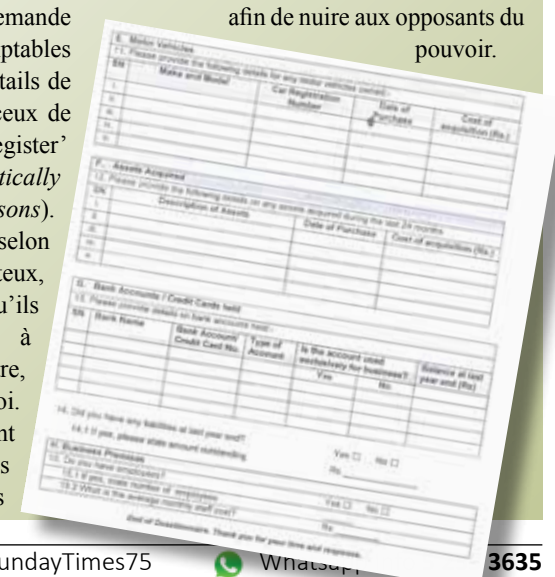
En vue des prochaines législatives : Les autorités font-elles un 'profiling' des contribuables ?

La MRA, sous le prétexte de souscrire aux règlements d'AML/ CTF (*Anti-Money Laundering – Combating the Financing of Terrorism*), procède-t-elle en ce moment à un profilage ('*profiling*') des contribuables mauriciens ? C'est ce que craignent des professionnels du secteur financier depuis quelques temps. En effet, ils disent avoir constaté des demandes d'informations sur les biens que possèdent les propriétaires des petites et moyennes entreprises sur la '*Tax Compliance Questionnaire*'.

Des informations détaillées relatives aux véhicules (modèle, date d'acquisition, coût, etc), propriétés ainsi qu'aux comptes et cartes bancaires que détiennent les propriétaires des PMEs sont ainsi requises. Ce qui, selon ces professionnels, n'existaient pas auparavant. Cela s'apparente, pour eux, à une collecte de données en vue de créer une '*database*' qui serait utilisée à des fins électorales, plus précisément pour influencer les élections, avec l'apport de l'intelligence artificielle.

Pour apporter de l'eau à leur moulin, ces professionnels avancent que le '*Mauritius Institute of Professionnal Accountants*' (MIPA), sous les instructions du '*Financial Reporting Council*' (FRC), demande dorénavant aux auditeurs et comptables de soumettre non seulement les détails de toutes leurs activités, mais aussi ceux de leurs clients, y compris le 'PEP Register' (*ndlr : Politically Exposed Persons*). Ce qui est, selon eux, très douteux, d'autant qu'ils sont obligés à tout soumettre, selon la loi. Ils se méfient du fait que ces informations puissent être utilisées à des fins politiques, afin de nuire aux opposants du pouvoir.





PTr-MMM-PMSD

Navin Ramgoolam : « Pravind Jugnauth a peur des élections »

Les leaders des trois principaux partis de l'opposition parlementaire, à savoir Navin Ramgoolam, Paul Bérenger et Xavier-Luc Duval, se sont exprimés devant la presse ce samedi 27 mai. Ils ont abordé l'actualité politique, notamment le nouveau report des élections municipales et le jugement rendu par la magistrate Aznah Bholah dans l'affaire Molnupiravir.

Navin Ramgoolam, leader du Parti Travailliste, qui s'est exprimé en premier, n'a pas mâché ses mots à l'égard de Pravind Jugnauth concernant le report des élections municipales. «*Pena enn morisyen ki mo pann zwenn ki pann dir mwa ki Pravind Jugnauth peur élections. Il sait qu'il ne peut gagner avec une alliance PTr-MMM-PMSD. Alors il confisque le vote des citadins. Pour la première fois, il y a unanimité de l'opposition extraparlementaire. Ils sont contre le renvoi des élections* », a déclaré l'ancien Premier ministre. Égratignant également le Président de la République au passage, Navin Ramgoolam déplore le fait qu'il se contente de signer et de faire tout ce qu'on lui dit. « *Il est censé être le garant de la constitution, li nek signe em li...* », a martelé le leader des rouges.

Concernant l'affaire «*Molnupiravir*», Navin Ramgoolam a commenté le retrait de l'accusation provisoire de favoritisme retenue contre le «*Principal Pharmacist*» du ministère de la Santé, prononcé le jeudi 25 mai 2023 à la Cour de Port-Louis. « *Ils ont fait de Brijendrasingh Naeck un bouc émissaire pour protéger un cadre proche du pouvoir. Comment voulez-vous que la population ait confiance en l'ICAC après cela ?* », a-t-il déclaré.

L'ancien Premier ministre a également félicité l'avocat de Brihendrasingh Naeck pour sa persévérance. « *Le jugement indique qu'il n'y avait aucune raison valable de le soupçonner d'être impliqué dans ce délit. Un médicament coûtant Rs 9,31 a été vendu à Rs 79,92, et ils ont tenté de faire porter le chapeau à Brihendrasingh Naeck, alors qu'il y a complicité selon le jugement. Au final, ils ont dépensé près de Rs 80 millions* », a commenté Navin Ramgoolam. Il a également tenu à féliciter la magistrate pour avoir fait son travail de manière impartiale.

Du côté du PMSD (Parti Mauricien Social-Démocrate), Xavier Luc Duval s'attend à un budget populiste de la part du gouvernement. Celui-ci sera présenté le vendredi 2 juin. « *Ce qui me préoccupe le plus, c'est le découragement des Mauriciens dans le pays. Il y a une fuite sans précédent. Tout le monde veut partir. Il est de notre devoir de redonner espoir à la population* », a souligné le leader des bleus.

Quant à Paul Bérenger, leader du Mouvement Militant Mauricien (MMM), il a fait comprendre que les discussions concernant l'alliance PTr-MMM-PMSD sont au ralenti, car ils se concentrent actuellement sur le budget. « *Nous reprendrons les discussions sur l'alliance électorale à partir de la semaine prochaine. La priorité est le budget* », a indiqué le leader des mauves.

EDITO

Parias de la démocratie

Par Zahirah RADHA
Rédactrice-en-chef

Ce que le MSM avait promis en 2014 :

« ***Une Freedom of Information Act sera introduite pour garantir la transparence et permettre la libre circulation de l'information*** » **- manifeste électoral de l'Alliance Lepep.**

Ce qu'affirme le gouvernement MSM, dirigé par Pravind Jugnauth, en mai 2023 :

« In my replies to Parliamentary Questions B/83 on 30 March 2021 and B/216 on 12 April 2022, I elaborated extensively on the reasons why Government does not intend to go ahead with a Freedom of Information Bill. I did in fact bring out the far-reaching implications of such a piece of legislation, especially its negative impact on public service delivery and on our public finance, particularly at this juncture, and the apprehended unintended negative consequences of such a piece of legislation ».

Jugnauth a pris le soin de préciser, à une question supplémentaire du député Deven Nagalingum, que la '*Freedom of Information Act*' ne figurait pas dans le manifeste du MSM en 2019. Sa réplique, qui se voulait plutôt sarcastique, prouve néanmoins une chose : qu'il ne comprend pas les implications de ce ses propres déclarations. Car sans le vouloir, il a concédé qu'il avait déjà enterré la '*Freedom of Information Act*' aux élections de 2019, sans qu'il ne vienne s'expliquer sur les raisons pour lesquelles il n'a pas tenu sa promesse. Ce n'est qu'en mars 2021, mai 2022 et finalement le 23 mai 2023, en réponse à des questions parlementaires, qu'il a tenté de justifier sa décision de ne plus aller de l'avant avec ce projet de loi, mort avant même de voir le jour.

De toute évidence, il était clair qu'il n'allait jamais le concrétiser, ne tenant pas la presse en odeur de sainteté. Ses actions le prouvent. Les lois et mesures répressives pour bâillonner les médias, ses insultes contre certains journalistes, ses tentatives répétées de supprimer la liberté d'expression… Toutes ces actions mettent à nu ses sombres desseins de vouloir, à tout prix, maintenir un épais rideau d'opacité entourant les projets gouvernementaux. Il se ridiculise d'ailleurs quand il dit, pince-sans-rire, que *« quand cette opposition est au gouvernement, elle parle un langage et quand elle est dans l'opposition, elle parle un langage qui est totalement contraire au langage qu'elle parle quand elle est au gouvernement ».* Réalise-t-il que c'est exactement ce qu'il a fait avec la '*Freedom of Information Act*' ? Se rend-il compte qu'il n'a pas été élu pour répéter les mêmes erreurs des précédents gouvernements ? Visiblement non…

Pravind Jugnauth dit qu'il a pris d'autres mesures pour consolider la démocratie. Or, c'est exactement le contraire qui est vrai. Sous son règne, il a verrouillé toutes les institutions et restreint quasiment toutes nos libertés avec des lois et des règlements en tous genres. Le troisième renvoi des municipales est symptomatique de la dérive démocratique que nous vivons sous le MSM. Heureusement pour nous que certaines institutions fonctionnent toujours dans ce pays. Le bureau du DPP et le judiciaire en sont les preuves. Le DPP Rashid Ahmine et la magistrate Azna Bholah ont administré une forte dose de rappel concernant les charges provisoires à la police et à l'ICAC, cette semaine.

À force d'être politisées, ces deux institutions sont devenues des parias de la démocratie. Elles n'enquêtent pas avec diligence. Pire, elles n'œuvrent plus en faveur de la justice, mais agissent plutôt comme des machines à *cover-up* pour trouver des bouc-émissaires et d'écrabouiller, tels des rouleaux compresseurs, leurs droits constitutionnels en leur imputant des charges provisoires qui leur privent de leurs droits fondamentaux. Deux extraits du jugement de la magistrate Azna Bholah, rendu le 25 mai dans le cas de Brijendrasingh Naeck relatif à l'affaire Molnupiravir, en attestent. Elle souligne d'abord que « *I take the view that ICAC is at a fishing expedition stage on the basis of only mere suspicion […]* » et elle ajoute ensuite que « […] *the remarks made by the EO with regard to the qualifications of the former SCE of the MoHW, the DPS and other senior officers of the Ministry, seem to be clearly a subsequent vain attemp to disconnect them from the present provisional charge* […] ». Éloquent. Et suffisant pour renforcer nos convictions que l'ICAC et la police, telles qu'elles sont dirigées actuellement, sont indignes de notre confiance.

Renvoi des élections municipales

Une contestation légale envisageable

Les Mauriciens, en particulier les citadins, sont actuellement indignés. En effet, pour la troisième fois consécutive, les élections municipales ont été reportées. Le mandat des conseillers municipaux actuels, élus et en place depuis 2015, va donc être prolongé de deux ans. Le communiqué du Conseil des ministres de vendredi est clair à ce sujet : « Cabinet has agreed to the introduction of the Local Government (Amendment) Bill into the National Assembly. The object of the Bill is to amend the Local Government Act to empower the President, acting in accordance with the advice of the Prime Minister, to further extend the life of the entire Municipal City Council and Municipal Town Councils, or entire Village Councils for a period of two years. »

Parvez Dookhy :
« Le socle de notre démocratie est menacé »

L'avocat constitutionnaliste Parvez Dookhy, basé en France, estime qu'il est nécessaire de contester la constitutionnalité de cette loi devant la Cour suprême. Selon lui, celle-ci constitue un vol et une violation de la démocratie. « *Cette loi touche directement au principe démocratique de notre constitution, car les citadins ont le droit de choisir eux-mêmes leurs représentants. Dans ce cas, c'est le gouvernement, en l'occurrence Pravind Jugnauth et Pradeep Roopun, qui choisit les représentants des habitants des villes. Ils seront en poste depuis bientôt une décennie si cette loi passe. Il est obligatoire de la contester en cour suprême, et même d'aller au Conseil Privé du Roi. Le jugement, dans le cas de Trinidad & Tobago, doit être utilisé comme référence* », dit l'avocat. « *Cela dépendra aussi de la volonté de la Cour Suprême de faire avancer cette affaire, de façon à ce que cela ne prenne pas beaucoup de temps, car dans le cas similaire de Trinidad & Tobago, six mois ont suffi pour avoir un verdict du Privy Council, dans lequel l'ultime instance de la justice a reconnu que reporter les élections municipales était illégal* », ajoute-t-il.

Parvez Dookhy remet également en question la justification avancée par le ministre des Arts et de la Culture, Avinash Teeluck, selon laquelle une réforme du gouvernement local est en cours. Selon l'avocat, il est peu probable qu'une telle réforme se concrétise rapidement. Il estime que le Premier ministre craint d'affronter l'électorat urbain, car il serait certainement battu, et avec un score sans précédent. « *Comment est-ce que le Bureau de l'Attorney General a pu conseiller au gouvernement de prendre cette décision* ? » s'interroge Parvez Dookhy. L'avocat ne digère pas le fait que presque la moitié de l'électorat mauricien soit privée de son droit de vote. « *C'est le socle même de notre démocratie qui est menacé* ! » martèle Parvez Dookhy.

L'avocat constitutionnaliste appelle les membres de la majorité gouvernementale à agir selon les principes du droit, plutôt que comme des membres du gouvernement. Il estime que si rien n'est fait, la démocratie mauricienne sera bafouée, et que l'histoire retiendra qu'il s'agit d'un abus de pouvoir de la part de la majorité. Il demande également la démission collective des membres de l'opposition qui continuent d'exercer leurs fonctions en tant que conseillers municipaux.

Kushal Lobine :
« De quelles réformes parle le GM ? »

Au sein des partis d'opposition parlementaire (PTr-MMM-PMSD), des discussions sont en cours pour déterminer la marche à suivre, et une contestation devant la Cour suprême n'est pas exclue. C'est ce que soutient Kushal Lobine, député du PMSD. Il ne pense cependant pas, lui, qu'il sera possible de calquer le renvoi des élections municipales mauriciennes sur celui de Trinidad & Tobago, car, selon lui, le jugement est spécifique à ce pays. Poussant le bouchon plus loin, il affirme que « *le gouvernement dit qu'il commence à penser à des reformes, mais quelles* réformes ? *Ils ne nous l'ont pas dit. Ils se sont servi de cela comme prétexte pour jouer avec le timing* » dit-il.

Il est nécessaire qu'il y ait un *«Locus Standi»* - l'intérêt à agir qui permet à un individu de faire valoir un intérêt lésé et de se pourvoir en justice, pour qu'une affaire puisse être portée devant la Cour suprême. Dans cette optique, les membres de l'opposition parlementaire étudient la possibilité et la stratégie à adopter en tenant compte du timing. « À Maurice, lorsque nous engageons une affaire en justice, cela prend du temps. Je serais étonné si la Cour suprême émettait un «*Freezing order» sur cette loi. Nous ne pouvons pas recourir directement au Conseil privé du Roi. Nous devrons d'abord passer par les instances mauriciennes* », déclare Kushal Lobine.

En réponse à une question sur la nécessité d'inscrire les élections municipales et villageoises dans la Constitution, il affirme que c'est ce que réclame PMSD depuis 2018. « *Nous avons besoin d'une harmonisation des élections régionales et générales pour encourager les électeurs à se rendre aux urnes. Cela coûte environ Rs 200 millions à l'État. C'est un problème qui doit être traité en profondeur* », lance Kushal Lobine.

Transparency Mauritius dénonce la tendance autocratique du régime

Dans un communiqué émis le 25 mai, Transparency Mauritius a également exprimé sa préoccupation quant à la tendance autocratique du régime en place. L'organisation dénonce l'incapacité du peuple mauricien à s'exprimer par le biais des urnes, la marginalisation des membres de l'opposition parlementaire, ainsi que les menaces contre les journalistes. Transparency Mauritius souligne que la plupart des institutions sont verrouillées, et dirigées par des nominations politiques.

Décès de 11 dialysés du Covid-19

Bose Soonarane :

« Il faut mettre en avant les négligences qui ont eu lieu pour que la situation ne se répète pas »

Le secrétaire de la 'Renal Disease Patients Association', Bose Soonarane, animera une conférence de presse ce lundi 29 mai, pour évoquer le contexte dans lequel les patients dialysés sont décédés durant la pandémie de Covid-19. Il dénonce le fait que le rapport du '*Fact Finding Committee'* n'ait toujours pas été rendu public jusqu'ici. Selon lui, Il est inadmissible que la vérité ne soit pas connue, et qu'on ne sache toujours pas ce qu'il s'est passé. Il insiste pour que le rapport du FFC soit rendu public au plus vite. « *Il faut mettre en avant les négligences qui ont eu lieu pour que la situation ne se répète pas* », a-t-il déclaré. Par ailleurs, il réitère sa demande pour qu'une 'judicial enquiry' soit ouverte sur ces décès suspects, et espère que des dispositions seront prises en ce sens.

Affidavit

Vimen Sabapati accuse la SST de complot contre lui

Vimen Sabapati, ancien entraîneur national de Muay-Thai, a juré un affidavit à la New Court House, vendredi 26 mai. Il a l'intention d'intenter une action en justice devant la Cour suprême pour demander le retrait de l'unité de police '*Special Striking Team'* (SST) de l'enquête concernant son arrestation le 3 mai 2023 pour trafic présumé de drogue. Il dément les allégations portées contre lui et se dit victime d'un complot ourdi contre lui en raison de sa proximité avec l'ancien Premier ministre, Navin Ramgoolam, ainsi qu'avec Bruneau Laurette.

Vimen Sabapati a été arrêté le 3 mai 2023 après que la police ait saisi près de 10,35 kg d'héroïne, d'une valeur marchande de Rs 150 millions, à bord de son véhicule, à Port-Louis. Cet homme de 39 ans affirme craindre pour sa sécurité et parle, dans son affidavit, d'un complot visant à le piéger avec de la drogue. Il dit détenir des enregistrements de ses conversations avec des policiers pouvant prouver la véracité de ce qu'il avance sur une clé USB qu'il a remis à son avoué, Pazany Thandarayan.

Dans son affidavit, il dit avoir une proximité avec l'ancien Premier ministre Navin Ramgoolam et avec l'activiste et membre de One Moris, Bruneau Laurette. Vimen Sabapati évoque également une vidéo montée qui circulait sur Internet le montrant avec ce dernier et le DCP Bhoyjoo. Il affirme que c'est depuis l'arrestation de Bruneau Laurette qu'il a commencé à craindre les actions de la SST.

De plus, Vimen Sabapati mentionne une «connaissance» qui l'a contacté via les réseaux sociaux et qui se trouve être un membre de la PHQ SST, l'avertissant qu'il est devenu une cible en raison de sa proximité avec le leader du Parti Travailliste, Navin Ramgoolam. Le directeur d'entreprise de 39 ans accuse la SST de partialité, raison pour laquelle il exprime le souhait qu'une autre équipe prenne en charge l'enquête le concernant.

L'ancien entraîneur national de Muay Thai affirme également qu'il aurait dû verser des 'protection money' aux agents de l'Anti-Drug and Smuggling Unit (ADSU) afin d'éviter ce type de perquisition, ou d'empêcher le «planting» de drogue chez lui. La première descente chez lui remonte à 2021, lorsque les agents de l'ADSU ont fait irruption dans sa maison à La Caverne. « *Il y avait alors une importante somme d'argent liquide dans la maison, mais aucun des agents ne m'a interrogé sur la provenance de mes revenus* », affirme l'accusé dans son affidavit.

Budget 2023/2024

Les grands défis

Le Budget 2023/2024 sera présenté par le ministre des Finances, Renganaden Padayachy, lors du grand oral prévu le 2 juin prochain, après les consultations pré-budgétaires. Quelles devraient être les priorités de ce prochain exercice ? Les économistes Takesh Luckho et Eric Ng Ping Cheun relèvent les grands défis…

Inflation et pouvoir d'achat

Takesh Luckho, économiste, estime que le premier chantier que le ministre des Finances doit revoir est l'inflation et le coût de la vie, car avec la pandémie de Covid-19, la guerre russo-ukrainienne et les décisions gouvernementales, l'inflation a augmenté. En moins d'un an, son taux est passé de 3 à 11%, et son impact direct se traduit par une cherté de la vie et une diminution du pouvoir d'achat.

Selon l'économiste, le ministre des Finances doit y accorder plus d'importance. La population souffre et cela devient un problème pour de nombreuses familles modestes. Ces dernières peinent à joindre les deux bouts. « *La classe moyenne s'appauvrit. Par exemple, de nos jours, une famille moyenne avec deux enfants ne peut pas progresser car les coûts de la vie ont augmenté. Il est essentiel que le Grand argentier prenne en considération ce problème auquel les Mauriciens font face actuellement* », dit-il.

Relance économique

D'après lui, le ministre des Finances doit également revoir la relance économique. Depuis l'année dernière, nous avons connu une reprise d'environ 8%, mais nous sommes encore loin de retrouver notre niveau d'avant. « *Le taux de PIB a dépassé les chiffres d'avant la Covid-19. Nous étions à Rs 527 milliards, et aujourd'hui nous sommes arrivés à Rs 560 milliards. Cette augmentation est en grande partie due à l'inflation, que ce soit en termes de recettes touristiques, de PIB ou de taxes de la MRA. L'inflation a artificiellement gonflé les chiffres* ».

Selon Takesh Luckho, c'est l'investissement dans la construction de projets qui alimente la croissance du pays, mais il est important de souligner que la population ne consomme pas du béton. Nous créons de la croissance, ce qui se reflète dans les statistiques, mais les consommateurs en bas de l'échelle ne ressentent pas cela et ne peuvent pas profiter de cette initiative. « *De nos jours, la population ne peut pas se permettre d'acheter les produits de première nécessité, et elle ne peut pas non plus investir pour acheter un morceau de terre, une maison ou un appartement. Par conséquent, le gouvernement doit se concentrer sur une relance économique à tous les niveaux* », conclut-il.

S'attaquer à la pénurie de main-d'œuvre

Selon l'économiste Eric Ng Ping Cheun, le ministre des Finances doit prendre des mesures pour résoudre la pénurie de main-d'œuvre qui affecte tous les secteurs économiques du pays. Cette situation englobe à la fois le manque de main-d'œuvre en général, et le manque de travailleurs qualifiés. Lorsque la main-d'œuvre est insuffisante, cela crée une pression à la hausse sur les salaires, ce qui contribue à l'inflation. L'économiste insiste sur le fait que la Banque de Maurice et le ministre des Finances doivent jouer leur rôle. Ce dernier, selon lui, devra réduire ses dépenses publiques pour lutter contre l'inflation.

Salaire minimum et contrôle des prix

Alors que des syndicalistes expriment leur attente quant à l'augmentation du salaire minimum, afin de soulager la population, l'économiste Eric Ng Ping Cheun estime que le ministre doit réexaminer cette question. En ce qui concerne le contrôle des prix, il ne pense pas que le ministre des Finances mettra en place des mesures à court terme, car cela pourrait avoir de graves répercussions sur l'augmentation des prix.

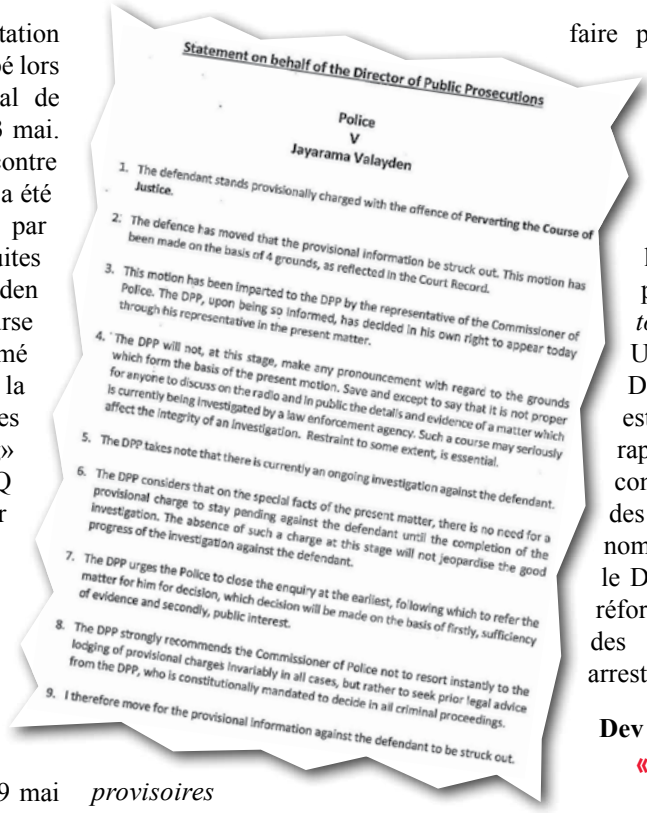
Baisse des prix des carburants

Le ministre Renganaden Padayachy devra relever un autre défi, celui de la baisse des prix des carburants. Selon Eric Ng Ping Cheun, il y a de fortes attentes concernant la diminution des prix de l'essence et du diesel. Cette décision doit être réévaluée. Même si le gouvernement ne peut pas intervenir directement, la State Trading Corporation (STC) pourrait prendre une telle décision.

Rappel à l'ordre du DPP

La police en prend pour son grade

Le verdict concernant l'arrestation de Rama Valayden est tombé lors d'une audience au tribunal de district de Port-Louis, le mardi 23 mai. La charge provisoire qui pesait contre lui pour «obstruction à la justice» a été abandonnée, suite à l'avis donné par le Bureau du Directeur des Poursuites Publiques (DPP). Rama Valayden était accusé de « perverting the course of justice » après s'être exprimé sur les ondes d'une radio privée la semaine précédente, concernant les supposées opérations de «planting» de l'unité de police appelée PHQ Special Striking Team, dirigée par l'ASP Ashik Jagai.



Statement on behalf of the Director of Public Prosecutions

Police
V
Jayarama Valayden

1. The defendant stands provisionally charged with the offence of Perverting the Course of Justice.
2. The defence has moved that the provisional information be struck out. This motion has been made on the basis of 4 grounds, as reflected in the Court Record.
3. This motion has been imparted to the DPP by the representative of the Commissioner of Police. The DPP, upon being so informed, has decided in his own right to appear today through his representative in the present matter.
4. The DPP will not, at this stage, make any pronouncement with regard to the grounds which form the basis of the present motion. Save and except to say that it is not proper for anyone to discuss on the radio and in public the details and evidence of a matter which is currently being investigated by a law enforcement agency. Such a course may seriously affect the integrity of an investigation. Restraint to some extent, is essential.
5. The DPP takes note that there is currently an ongoing investigation against the defendant.
6. The DPP considers that on the special facts of the present matter, there is no need for a provisional charge to stay pending against the defendant until the completion of the investigation. The absence of such a charge at this stage will not jeopardise the good progress of the investigation against the defendant.
7. The DPP urges the Police to close the enquiry at the earliest, following which to refer the matter for him for decision, which decision will be made on the basis of firstly, sufficiency of evidence and secondly, public interest.
8. The DPP strongly recommends the Commissioner of Police not to resort instantly to the lodging of provisional charges invariably in all cases, but rather to seek prior legal advice from the DPP, who is constitutionally mandated to decide in all criminal proceedings.
9. I therefore move for the provisional information against the defendant to be struck out.

Lors des débats entourant la motion déposée par Rama Valayden, qui réclamait l'abandon de l'accusation provisoire d'obstruction à la justice portée contre lui après son arrestation par la Special Striking Team le 19 mai dernier, le représentant de l'office du DPP a vivement «recommandé» à la police de demander l'assistance du DPP concernant les charges provisoires. « *Le DPP recommande fermement au Commissaire de Police de ne pas porter immédiatement des accusations provisoires dans tous les cas, mais plutôt de solliciter l'avis juridique du DPP, qui est constitutionnellement habilité à prendre des décisions dans toutes les procédures pénales* ».

Le DPP recommande également de faire preuve de retenue quant aux détails d'une enquête en cours. Il n'est pas opposé à ce que des informations soient divulguées sur les ondes des radios et dans la presse, mais il demande que l'intégrité de l'enquête ne soit pas compromise. « *Restraint to some extent, is essential* ». Une autre recommandation du DPP au Commissaire de Police est de conclure l'enquête le plus rapidement possible, puis de consulter son bureau pour obtenir des conseils juridiques. Depuis sa nomination en décembre dernier, le DPP a exprimé son intention de réformer l'ensemble du système des charges provisoires et des arrestations arbitraires.

Dev Jokhoo, ex-patron du NSS :

« Il y a la loi, et l'esprit de la loi »

Pour l'ancien patron du NSS, Dev Jokhoo, la correspondance du DPP devrait être diffusée à toutes les unités de la force policière. Selon lui, le DPP ne donne pas d'ordres aux policiers, mais des conseils juridiques, notamment sur la question de retenir ou non une charge provisoire. Dev Jokhoo rappelle que le DPP et le CP occupent des postes constitutionnels, et que leurs rôles sont clairement définis par la loi.

« *Il est nécessaire d'analyser les circonstances avant d'émettre une 'charge provisoire'. Ce n'est pas quelque chose qui peut être fait dans n'importe quel cas. Cela relève de l'intelligence et du bon sens des officiers. Je pense que la recommandation de l'Office du DPP est une très bonne chose, pour tempérer un peu les officiers qui se croient au-dessus de la loi et de leur capacité* », confie l›ancien policier.

Il insiste également sur l'esprit de la loi. « *Il y a la loi, et l'esprit de la loi. Je pense que les officiers d'aujourd'hui n'ont pas l'étoffe de bons policiers. Ils se prennent pour des terribles alors que la force policière a pour mission de servir le peuple, et non de le persécuter. La police est dirigée par des militaires... Un bon Commissaire de Police doit agir à partir du niveau de base de la police* », lance Dev Jokhoo.

SST

Ces « persécutions » qui n'ont abouti à rien...

Perquisitions, arrestations, «planting» et charges provisoires sont les moyens utilisés pour transformer la force policière en une police politique. Les nombreuses bavures de la Special Striking Team suscitent des doutes quant à cette unité, mais surtout quant au fonctionnement et au professionnalisme de la police.

En octobre dernier, le domicile des beaux-parents de l'avocat Sanjeev Teeluckdharry a été perquisitionné par la Special Striking Team à Rose-Hill. Après plus de deux heures de fouilles, rien d'incriminant n'a été trouvé sur les lieux. La STT prétendait disposer d'informations selon lesquelles des produits illégaux étaient stockés chez les beaux-parents de Sanjeev Teeluckdharry pour justifier la perquisition. L'avocat a alors dénoncé un acte d'intimidation et de persécution de la part de la police.

L'arrestation d'Akil Bissessur et de sa compagne à leur domicile provoque également des interrogations. Selon des images capturées par les caméras de surveillance, des pierres et d'autres projectiles ont été lancés, la maison a été saccagée, mais finalement, l'équipe de la Special Striking Team a pu pénétrer à l'intérieur et effectuer une fouille. Ils prétendaient avoir «mis la main» sur 53,06 g de drogue synthétique. Cependant, l'affaire a été rejetée en cour et la charge de trafic de drogue contre Akil Bissessur rayée.

Plus récemment, un autre avocat, Rama Valayden, a été arrêté. La cour a abandonné l'accusation provisoire retenue contre lui à la suite de son arrestation par la STT, en raison de ses propos tenus lors d'une émission de radio. L'avocat avait dénoncé les allégations de «planting» visant la Special Striking Team. Cette unité controversée a perquisitionné son domicile, puis l'a arrêté, interrogé et traduit devant les tribunaux sous l'accusation provisoire de «perverting the course of justice».

Sweetie Ramlagun-Law, la veuve d'Ah Fat Lan Hing Choy, ancien trésorier du Parti Travailliste, a été confrontée à l'arrivée d'une vingtaine de policiers à son domicile à Péreybère, suite à des allégations de trafic de drogue à son encontre. Bien qu'aucun élément incriminant n'ait été découvert chez la styliste, les policiers sont repartis avec les images de ses caméras de surveillance. Des rumeurs circulent selon lesquelles cette perquisition serait due à sa proximité avec quelqu'un qui n'est pas tenu en odeur de sainteté aux Casernes centrales.

À mi-terme de l'année scolaire

Un manque d'enseignants déploré

La rentrée scolaire a été marquée par un manque accru d'enseignants dans les établissements scolaires. Nous sommes maintenant au deuxième trimestre, et le problème n'a toujours pas été résolu. A l'école primaire Raoul Rivet, par exemple, le directeur adjoint a dû prendre en charge l'une des classes pour pallier ce manque, tandis que l'autre est supervisée par un autre enseignant qui a déjà sa propre classe à gérer.

En ce qui concerne le manque d'enseignants de langue tamoule, Sundaram Valayden, de l'association Veeram, souligne que le problème persiste et s'aggrave. Malgré l'envoi d'une lettre à la 'Mauritius Tamil Temple Federation' (MTTF) pour solliciter l'intervention du ministère de l'Éducation, les autorités semblent ignorer ce problème qui dure depuis le début de l'année scolaire. Il devient par conséquent plus que légitime de se demander pourquoi le ministère ne recrute pas d'enseignants, et pourquoi les jeunes diplômés ne souhaitent pas rejoindre le secteur de l'éducation. Est-ce dû à un problème de salaire, ou à des difficultés liées à la discipline des élèves ? Peut-être y a-t-il une trop grande ingérence politique dans le secteur de l'éducation.

Arvin Bhojun, président de l'UPSEE, a tiré la sonnette d'alarme à plusieurs reprises concernant le manque croissant d'enseignants dans les collèges d'État, les collèges privés et les écoles primaires à travers l'île. « *Ce n'est pas acceptable, car l'avenir des enfants est en jeu* », s›exclame-t-il. Il affirme qu'il y a un grave manque d'enseignants, au moins deux dans chaque établissement scolaire de l'île, et que cela cause de graves lacunes aux élèves. Selon lui, les gestionnaires et les responsables des écoles ont agi en soulevant ce problème à plusieurs reprises auprès du ministère de l'Éducation, mais rien n'a été fait. Il souligne également que des emplois du temps, tant pour les collèges privés que pour les collèges d›État, ont été envoyés au ministère concernant le manque d›enseignants. Il conclut en soulignant que les autorités sont déjà au courant de la situation.

« *Depuis le début de l'année, toutes ces informations sont connues, mais malheureusement, rien n'est fait car le ministère lui-même a créé ce problème par le biais de l'amendement à l'Education Act. Le ministère ne prend aucune mesure ni initiative pour le résoudre ou venir en aide aux élèves en difficulté* ».

De plus, le président de l'UPSEE souligne que ce problème de pénurie d'enseignants n'existe pas seulement dans les établissements scolaires à Maurice, mais aussi à Rodrigues, ce qu'il considère comme inacceptable. Il estime que parmi les enseignants présents dans les écoles, certains se retrouvent dans des situations compliquées et font un 'burn out', car ils doivent travailler deux fois plus pour pallier ce manque.

En ce qui concerne les matières touchées, Arvin Bhojun mentionne l'économie familiale, l'informatique, les mathématiques, voyage et tourisme, le design et la technologie. Il qualifie la situation du créole mauricien de catastrophique et affirme que pour les matières telles que l'Urdu, le Tamil et l'Hindi, il n'y a pas d'enseignants disponibles dans le pays. Il soutient que si la situation persiste, il faudra envisager de faire venir des professeurs de langues orientales de l'étranger.

Il ajoute que même dans les collèges d'État, le gouvernement a recruté des professeurs suppléants, mais malgré cela, le problème persiste. Arvin Bhojun indique que les conditions telles que l'obligation pour un enseignant d'avoir son PGCE causeront plus de tort que de bien à l'avenir. « *Son implémentation a été recommandée par le PRB en 2008, mais bien que le ministère ait introduit de nouvelles lois, la Mauritius Institute of Education (MIE) a fait remarquer qu'elle ne pouvait pas offrir suffisamment de places à tous les enseignants pour qu'ils obtiennent un PGCE* ».

Une situation inquiétante,selon Dharam Gokhool

Le système éducatif mauricien est défaillant en raison notamment du manque d'enseignants dans les établissements scolaires, un problème qui est continuellement soulevé par les parents et les élèves. Pourquoi sommes-nous confrontés à une telle situation ? Malgré les critiques adressées à la ministre, aucun changement n'a été observé.

L'ancien ministre de l'Éducation, Dharam Gokhool, explique que cela est dû au manque de planification de la part du ministère. Selon lui, malgré les nombreux avertissements lancés, les autorités continuent d'ignorer le problème. « *Cette situation perdure depuis un certain temps déjà, et si nous continuons sur cette voie, cela risque de s'aggraver et de devenir encore plus problématique* », lance-t-il. Il souligne également que la réforme était l'un des projets les plus importants de la ministre, mais que faute de plan, elle s'est rapidement retrouvée confrontée à des contestations.

L'ancien ministre de l'Éducation ajoute que la pénurie d'enseignants s'est aggravée parce que le ministère n'a pas agi et a laissé la situation se détériorer. Il a bien eu recours aux «supply teachers», dont le nombre s'élève aujourd'hui à environ 700 à 800 au total, tant dans le primaire que dans les autres établissements scolaires, mais ces professeurs vacataires travaillent de manière sporadique, donc ça ne résout en rien le problème. D'après lui, le manque de planification se répercute aussi sur les élèves, puisque le niveau de réussite requis a été réduit en moyenne de 25 %, ce qui a un impact sur la qualité de l'éducation dispensée. Et en ce qui concerne les résultats des examens de fin d'études, bien que le pourcentage de réussite soit élevé, la qualité des performances a considérablement chuté à tous les niveaux.

« *La situation est alarmante, et ce sont les enfants qui en payent le prix, à cause de ce gouvernement* ». Dharam Gokhool fait également état de l'indifférence de la ministre. « *Son attitude à l'égard de l'Extended Programme en est une preuve évidente. L'avenir du pays est en péril. Si nous voulons réellement un changement dans le système éducatif, il faut changer de gouvernement et mettre en place un nouveau leadership pour que les choses prennent la bonne direction. Il est impératif d'avoir un nouveau gouvernement avec une nouvelle vision pour remédier à la situation. Certes, elle ne sera pas redressée immédiatement, mais le défi sera d'élaborer une stratégie à court, moyen et long terme, en mettant en place une planification efficace. La ministre de l'Éducation a échoué à tous les égards* », poursuit-il.

Par ailleurs, il est à noter qu'il y a eu des annonces de recrutement d'enseignants, donc la question se pose de savoir pourquoi le système continue à souffrir d'une telle pénurie. Dharam Gokhool explique qu'il existe une grande frustration dans le secteur éducatif, ainsi que du népotisme, et bien d'autres problèmes encore, ce qui décourage les jeunes enseignants. Selon lui, il n'y a aucune provision de la part du ministère de l'Éducation concernant le nombre d'enseignants partant à la retraite, ce qui n'arrange rien.

De plus, il est essentiel de donner une image positive du secteur de l'éducation afin d'encourager les jeunes à s'engager dans cette profession, et lorsqu'il y a une pénurie de main-d'œuvre, il faut recourir à la technologie. Or, l'enseignement en ligne connaît lui aussi des problèmes. Selon l'ancien ministre, il aurait fallu profiter de cette technologie pour mieux préparer les enfants et encourager l'apprentissage à distance. « *Il est donc grand temps d'apporter un changement au niveau du gouvernement, afin de permettre au secteur de l'éducation de respirer à nouveau* », conclut-il.

Rapport accablant du PAC

Irrégularités alarmantes dans les paiements des frais de quarantaine par le ministère de la Santé

Le Public Account Committee a pour but d'identifier les lacunes et d'établir la transparence dans l›utilisation des fonds publics. Suite à la publication de son rapport, le mercredi 24 mai, les critiques pleuvent envers le ministère de la Santé concernant l'achat des médicaments sur le marché local.

Les hôpitaux ont acheté des médicaments à un coût 17 fois supérieur à ceux acquis par le biais d'appels d'offres par le ministère de la Santé. De plus, il a été constaté que dans certains cas, la quantité requise était ajustée afin que la valeur de l'achat reste en dessous du seuil prescrit pour une acquisition directe, soit 100 000 roupies. Les offres soumises dans le cadre de l'appel d'offres annuel ont été rejetées pour non-conformité aux instructions des soumissionnaires, alors que les mêmes médicaments étaient achetés auprès du même fournisseur par les hôpitaux. Le manque de contrôle du ministère sur l'approvisionnement local en médicaments répertoriés par les hôpitaux a entraîné un paiement excessif d'environ 4,9 millions de roupies pour 25 médicaments répertoriés achetés localement.

Pour remédier à ces problèmes, le PAC recommande que les hôpitaux ne soient pas autorisés à effectuer des achats sur le marché local. Tous les achats doivent être centralisés. Le ministère de la Santé dispose déjà d'une division des achats dotée d'un personnel qualifié. La centralisation de tous les acheteurs, y compris les achats ad hoc en dehors de l'appel d'offres annuel, garantira que des prix justes et raisonnables sont payés, et qu'aucun fournisseur n'est défavorisé. Cela contribuera également à prévenir toute collusion entre le personnel hospitalier et les fournisseurs. Le PAC demande également la mise en œuvre rapide du système de santé électronique (E-Health System).

Le rapport critique également le ministère de la Santé concernant les centres de quarantaine pendant la période de Covid-19. Le ministère a dépensé environ 455 millions de roupies pour les frais de quarantaine de mars à octobre 2021. Des demandes d'indemnisation d'un montant de 259 millions de roupies étaient encore en suspens au 31 octobre 2021.

Le rapport du Public Account Committee souligne également des lacunes dans le contrôle interne des paiements. 198 millions de roupies ont été versées aux centres de quarantaine sans vérification appropriée. Le ministère de la Santé a effectué des paiements d'un total de 43,7 millions de roupies à 24 centres de quarantaine, même avant la signature de tout contrat.

À la lumière de ces constatations, le PAC recommande que le ministère de la Santé respecte les procédures établies pour les paiements des services de quarantaine, et mette en place les contrôles internes nécessaires pour garantir qu'il n'y a pas de trop-payés, et que les paiements ne soient effectués qu'après une vérification et des contrôles appropriés.

Coupure d'électricité : Une habitante dénonce la façon de faire du CEB

Une habitante de Vacoas, Anielle (prénom fictif), dit avoir vécu un calvaire pendant trois jours sans électricité, alors qu'elle avait déjà effectué le paiement de sa facture et était à jour, et qu'il n'y avait aucune raison pour que le CEB coupe la fourniture d'électricité sans préavis. « *Je ne veux pas qu'une autre personne vive la même situation* », lance la mère de famille.

D'après les officiers du CEB, le problème ne concernait pas Anielle directement, mais un de ses voisins, qui n'effectuait plus ses paiements depuis quelque temps. La coupure aurait donc dû avoir lieu chez lui, et une erreur a été commise par le CEB. Entretemps, toute la nourriture et les médicaments qui se trouvaient dans le réfrigérateur de Anielle ont dû être jetés à la poubelle. « *Tous mo ban zafer finn gaté dans mo frigidaire mo nepli koner kuma pou explique sa* », crie-t-elle. Elle est actuellement enceinte et ne peut se déplacer dans le noir, sans compter que ses enfants sont petits, d'où sa révolte et son désarroi ! « *Même mo medecine diabete in gaté mo pas koner ki pou faire* », souligne-t-elle, accablée par la situation.

Pour l'heure, le problème est réglé, mais ne s'est pas avéré sans conséquences pour la mère de famille, qui espère ne plus avoir à revivre ça.

Asphaltage de la route à Plaine Magnien

Nazim Gurib : « Pe met fond public en jeu et pe faire gaspillage »

Nazim Gurib, conseiller du village de Plaine Magnien, déplore la manière dont les autorités procèdent aux travaux d'asphaltage de la rue Mon Désert. Selon lui, l'année dernière, elles ont entrepris la construction de drains dans cette même rue, puis ont procédé à l'asphaltage. Le travail effectué n'étant pas conforme aux normes, elles ont donc de nouveau commencé des travaux cette année. Selon le conseiller du village, il est inacceptable que les autorités aient agi de cette manière. De plus, malgré des conditions météorologiques défavorables, les travaux se poursuivent. Nazim Gurib souligne que le gouvernement gaspille les fonds publics. « *Pe met fond public en jeu et pe faire gaspillage* », dit-il.

Nazim Gurib dénonce aussi un manque de supervision sur le lieu des travaux. En effet, il n›y a aucun responsable, ce qu›il considère comme inadmissible. Il poursuit en disant que le gouvernement doit accomplir ce travail avec plus de concentration, et ne pas simplement faire un travail d'apparat. Il demande au gouvernement d'assumer ses responsabilités, et lance un appel pressant au ministre concerné, à savoir Bobby Hureeram, afin qu'il tienne compte de la situation, pour éviter que d›autres régions de l›île ne rencontrent les mêmes problèmes.

Village d'Olivia

Quand l'approvisionnement en eau, électricité et transport laisse à désirer

« *Nous pe faire face à plusieurs problèmes dans l'endroit mais ban autorité pas pe prend nous compte* », affirment les habitants d'Olivia. Situé dans la circonscription n°10, ce village est complètement négligé par les élus. Dépourvus de nombreuses nécessités et infrastructures, ils font face à plusieurs problèmes tels que la fourniture d'eau et d'électricité, ainsi que le manque de transports. Ces problèmes ont déjà été mentionnés par le passé, déclare le porte-parole du village, David Mullet, mais rien n'a été fait jusqu'à présent, et les habitants continuent d'y faire face. Ils ont remis une lettre au bureau du Premier ministre pour faire entendre leur voix, et attendent impatiemment un retour, et que des actions soient entreprises.

Il est important de souligner que ce village compte trois élus du gouvernement, à savoir Zahid Nazurally, Sunil Bholah et Vikram Hudoyal, qui semblent faire la sourde oreille face à tout cela. Dans une déclaration au *Sunday Times*, David Mullet ajoute qu'ils ont été approchés à plusieurs reprises, mais qu'ils n'ont pas jugé nécessaire de comprendre en profondeur ce problème. « *Ils viennent nous voir uniquement lorsqu'ils ont besoin de nos votes, mais lorsque nous avons des problèmes, ils sont introuvables* », déplore-t-il.

Ce problème d'eau ne date pas d'aujourd'hui, et la situation s'est récemment aggravée. L'eau coule uniquement la nuit, vers 1h ou 2h du matin. « *Il est impossible de vivre dans de telles conditions* », estime David Mullet. Les habitants sont confrontés à un autre problème, celui de l'électricité. Cela fait des mois qu'un

transformateur a été endommagé, et depuis, l'alimentation électrique a été interrompue. Malgré les nombreuses plaintes déposées auprès du CEB, le problème persiste. En effet, le transformateur n'a pas été remplacé, il y a seulement eu une tentative de réparation, en vain.

Le problème de transport est un autre défi majeur pour les habitants. Le porte-parole déplore que les enfants n'en disposent pas pour se rendre à l'école. Il est inadmissible qu'un petit village dans l'Est soit laissé pour compte, alors que le pays a connu tant de développement en 2023. Les enfants sont pénalisés car ils arrivent en retard à l'école en raison du manque de bus sur cet itinéraire. Il est impératif que ce problème soit examiné.

Si la situation persiste et que le problème n'est pas résolu dans les plus brefs délais, les habitants menacent d'organiser une manifestation pacifique pour faire entendre leur voix.

Sameera Chattun Koyratty

Un exemple de persévérance et de réussite dans le monde de l'informatique et de l'entrepreneuriat

Énergétique, travailleuse et rigoureuse, il est indéniable que Sameera Chattun Koyratty, 42 ans, possède toutes les qualités nécessaires pour réussir dans le domaine de l'informatique. Cependant, son chemin vers cette carrière ne coulait pas de source. Au départ, Sameera souhaitait devenir nutritionniste, mais en raison des combinaisons de matières proposées à l'école, elle a dû opter pour l'informatique, qui n'était pas sa passion. Malgré cela, elle est devenue une entrepreneure passionnée. Elle est la directrice du Safe Sha Training Centre, et de la compagnie Beach and Sports Wear.

Sameera nous explique que son centre de formation accueille les enfants à partir de huit ans. Il propose également des formations professionnelles axées sur les technologies de l'information (IT) et la cybersécurité, pour les adultes. Notre interlocutrice, qui a plus d'une corde à son arc, est aussi directrice d'une usine de maillots de bain et de vêtements de sport pour les femmes rondes et les femmes musulmanes, et a investi dans le secteur de la restauration en 2021. Elle est propriétaire d'un restaurant nommé Rata, situé à Port-Louis, qui emploie principalement des footballeurs, afin d'encourager ces jeunes à gagner un peu d'argent. Par ailleurs, la jeune femme travaille dans l'événementiel, pour le compte d'une entreprise spécialisée dans ce domaine.

Avant de devenir directrice de sa propre compagnie en 2012, l'employeur de Sameera rencontrait des difficultés. C'est à ce moment-là, et quand elle a eu son fils, qu'elle a décidé de se lancer dans l'entrepreneuriat. Au départ, elle ne pouvait pas se permettre de louer un local pour donner des cours, alors elle les dispensait dans son garage. En 2019, elle a acquis la société de sa tante, Beach and Sports Wear, dont l'usine fut installée dans sa maison, faute de moyens pour obtenir un autre emplacement. Lorsque la pandémie de Covid-19 a frappé, Sameera n'a pas baissé les bras et a persévéré, tandis que de nombreuses entreprises ont dû fermer leurs portes. « *Je suis fière de dire que je suis la directrice de ces deux entreprises »,* déclare-t-elle avec enthousiasme.

Elle s'est également associée à la Cherie Blair Foundation, une plateforme dédiée aux femmes entrepreneures. Son objectif est de promouvoir l'entrepreneuriat féminin.

Surmonter les obstacles

Sameera a étudié au collège de St Andrews. Après le secondaire, elle s'est rendue en Malaisie pour étudier les sciences informatiques à l'université. Son plus grand défi a été de se faire accepter en tant que femme dans le secteur de l'informatique. Pour elle, cela n'a pas été facile. L'autre défi majeur était lié à l'aspect financier, car il fallait trouver des fonds pour acheter du matériel et innover, ce qui était crucial dans le cadre d'un centre de formation. De plus, lorsqu'elle a démarré son entreprise, il était nécessaire de se faire connaître et de créer un réseau, ce qui constituait également un défi, explique-t-elle. Auparavant, Sameera avait du mal à s'exprimer en public. Toutefois, au fil des années, elle a réussi à vaincre cette peur, et peut désormais le faire librement et sans crainte. « *J'ai beaucoup travaillé sur moi-même pour arriver là où je suis aujourd'hui* », nous explique-t-elle.

Ses parents et ses enfants sont sa principale source de motivation. L'éducation de ces derniers, alors qu'ils représentent l'avenir de demain, est ce qui l'encourage à persévérer malgré les difficultés. « *Quand je regarde mes enfants, cela me motive à faire le travail que je fais* », dit-elle.

Sameera nous confie qu'il existe une forte compétition entre les femmes entrepreneures. Chacune gère son entreprise à sa manière, et rivalise avec les autres. Pourtant, elles possèdent toutes des qualités différentes, et ont la capacité de réussir, pour peu qu'elles s'en donnent les moyens. Selon elle, il ne faut jamais abandonner, mais plutôt innover, au lieu de vouloir faire comme les autres.

« *En ce qui concerne l'évolution des femmes, il est indéniable qu'elles ont gravi les échelons et sont parvenues très loin. Elles aspirent* désormais *à être indépendantes. Pour ce qui est des jeunes, ils ne sont pas disposés à faire le moindre effort, mais leurs exigences salariales sont élevées. Or, à notre époque, nous devions travailler dur pour obtenir des avantages, comme une allocation transport en plus du salaire.* »

Son message aux jeunes : « *Rien n'est facile, il faut travailler dur pour réussir. Essayez d'acquérir le maximum d'expérience possible* ! »

Festival de Cannes

Salim Nujeerallee : « Ça a toujours été un rêve pour moi d'y aller »

Comme chaque année, le festival se tient au Palais des Festivals et des Congrès de Cannes, situé sur la célèbre Promenade de la Croisette. Invités à la 76ème édition, qui se tient de 16 au 27 mai 2023, nos compatriotes Salim Nujeerallee, également connu sous le nom de 'Bojoco', et Mario Peerthum, nous racontent leurs aventures pendant leur séjour de 5 jours en France.

C'est la deuxième fois que les deux mauriciens ont l'occasion d'assister au festival.

Salim Nujeerallee, directeur de Radio TV Océan Indien, et son collaborateur Mario Peerthum, avancent que cette année l'ambiance du festival était féerique et différente des années précédentes. « *Ça a toujours été un rêve pour moi d'y aller, et aujourd'hui je suis fier car j'ai pu assister* à ce grand évènement au côté de *grands acteurs du cinéma de Bollywood et Hollywood*. »

La dernière fois que Salim Nujeerallee a assisté au festival de Cannes, il a pu rencontrer l'acteur indien Kamal Hassan, et cette fois ci, l'actrice Indienne Sara Ali Khan.

« *J'aurai voulu rester plus longtemps, mais comme les hôtels sont pleins, j'ai dû rentrer chez moi. Ces cinq jours se sont déroulés comme prévu* », nous raconte-t-il.

Democracy Watch Mauritius

Trop capon pour organiser des élections ?

Texte : Renvoi des municipales. Avinash Teeluck : *« Le but est de consolider l'espace démocratique »* - (Hebdo du 21.5.2023)

Le 'Local Government Amendment Bill' débattu au Parlement, mardi : renvoi des élections municipales pour deux ans, et mise sur pied d'un comité pour étudier et revoir les administrations régionales - (MBC TV, 23.5.23)

Commentaires : Les Mauriciens sont absolument sidérés qu'un membre d'une profession libérale puisse s'autoriser une explication aussi… bancale. La discipline de parti devrait quand même avoir des limites. Un politicien devrait conserver le droit, ne serait-ce que pour pouvoir se regarder sans rougir dans la glace, de dire à Lakwizinn lui servant de parti politique : *« Faites-vous même vos commissions. Ne comptez pas sur moi pour me salir les mains à votre place »*. Le meilleur moyen actuellement, l'unique en fait, de *« consolider l'espace démocratique »* (pour ce que peut signifier ce charabia) est justement d'organiser immédiatement des élections municipales, dues depuis trop longtemps.

Pour mieux comprendre l'ineptie de cet énième renvoi des élections municipales, imaginons les pleins pouvoirs les plus dictatoriaux accordés, comme par magie, aux footballeurs de l'Inter de Milan, que nous pouvons deviner dans la pétoche de prendre une mémorable raclée face à Manchester City, ayant déjà dispersé l'armada du Real de Madrid. Ils se réunissent dans une arrière-cuisine et décident : *« Renvoyons la finale de la Ligue des Champions en 2025 ! »* en espérant que d'ici là Manchester City perde de sa superbe ». Voilà ce qui se passe quand on permet à des joueurs (des politiciens) de couper et trancher à la place du pouvoir suprême (UEFA) et arbitral (notre Commission électorale).

N'entrons surtout pas dans le piège grossier que creuse devant nous le MSM, en donnant la moindre considération à un quelconque comité prétendument capable de consolider notre démocratie régionale en lui restituant tous ses pouvoirs locaux, confisqués les uns après les autres avant même l'Indépendance […]

Comment réagiront les États-uniens, sachant perplexe leur ambassadeur à Maurice ?

Texte : L'ambassadeur des États-Unis à Maurice : *« L'arrestation de Rama Valayden soulève des questions »* - (Défi du 16.5.2023)

Commentaires : Plus précisément *« soulèvera des questions à Washington »*. Nous sommes en droit de penser que la tête d'épingle que nous sommes au milieu de l'océan Indien (1 865 kilomètres carrés contre 45 millions de kilomètres carrés) ne saurait intéresser les Grands de ce monde, même si une infime faveur nous permettra d'occuper un strapontin d'observateur à un prochain G20. Mais quand l'épingle que nous sommes s'acharne contre la Perfide Albion, l'allié de l'Oncle Sam, pour ne rien dire des origines indiennes de son Premier ministre, n'espérons pas que les pléthores d'influenceurs ayant pignon sur rue dans les métropoles américaines plaident en notre faveur. Il y a davantage de risques qu'ils brossent le tableau le plus désobligeant de tous les scandales se répétant si misérablement dans notre pays. A méditer avant qu'il ne soit trop tard.

Accord Competition Commission / IBA en oubliant le monopole télévisuel

Texte : Radios privées et MBC : Accord entre la Competition Commission et l'Independent Broadcasting Authority pour lutter contre les pratiques anticonstitutionnelles - (Défi du 15.5.2023)

Commentaires : La population peine à comprendre quelles pratiques anticonstitutionnelles pourraient surgir du domaine de l'information et de la communication, et si pratiques anticonstitutionnelles il pourrait y avoir, en quoi cela concernerait préférentiellement la Competition Commission, et non la police et la justice. Quel abus monopolistique pourrait-il y avoir entre médias de communication, dont le Graal est justement le scoop le plus retentissant ? Le journaliste détenant pareille aubaine devra-t-il être tenu de faire d'abord une conférence de presse pour partager sa trouvaille avec ses confrères et consœurs, pour échapper à ce risque de monopolisation ? Veut-on des médias rigoureusement identiques comme des billets de banque non pastichés ? Veut-on des médias copies conformes à la Government Gazette ? A la MBC ?

Justement, à propos de notre MBC, notre Competition Commission sait-elle que cette dernière dispose de la manière la plus liberticide du monopole de la télévision à Maurice ? Sait-elle que le monopole toujours alloué à la MBC, après 55 ans d'Indépendance politique imposée contre le vol et le recel de nos Chagos, nous vaut la perte annuelle d'un nombre considérable de bons points, lors des classements des pays où prévaut la plus grande et la plus bénéfique liberté de la presse ? Sait-elle que les téléspectateurs voulant éviter un lavage quotidien du cerveau sont obligés d'acheter au moins un journal matinal pour y découvrir ce que le JT leur a soigneusement caché la veille, au point de transformer des défaites ministérielles en victoires, des réprimandes publiques en compliments pour un gouvernement en fin de règne, des méfaits les plus scandaleux en de vagues accusations d'antipatriotisme ?

Et a quand une deuxième ou même plusieurs stations de TV, indépendantes et libres ? Comme c'est le cas pour la diffusion radiophonique ?

Annus Horribilis

Référence : L'arrestation de Valayden et de Chundunsing survenue en pleine visite du Service International pour les Droits Humains (SIDH), L'Express du 17 mai.

Commentaires : A L'Express, Mme A. Etong Kame, qui animait un atelier de travail avec la société civile à Port Louis, lance cette observation : *« Je vous encourage à nous soumettre des rapports sur les entorses aux droits humains pour qu'il y ait une voix contradictoire à celle de l'Etat »*.

Mme A.Etong Kame déclare au Week-End le 14 mai que *« le rétrécissement de l'espace démocratique de la société civile en Afrique est en augmentation. On voit dans de plus en plus de pays des projets de loi ou des lois présentés pour limiter les possibilités de la société civile, pour l'empêcher de s'exprimer librement, sans crainte de représailles »*.

Sans aucun doute, le SIDH va suivre de prés ce qui se passe à Maurice, et n'hésitera pas à épingler le gouvernement mauricien pour la mauvaise gouvernance et les atteintes à la démocratie.

Avec l'arrestation probable d'autres opposants, P. Jugnauth aura à faire face à de sévères critiques. Quelques fois, par manque de maturité politique, il s'attire volontairement des ennuis. En réponse à une PQ du député Kavi Doolub, PJ s'amuse à énumérer les médicaments se trouvant dans le coffre du Dr N. Ramgoolam. Il semble éprouver un malin plaisir à commenter la composition et l'utilisation de chaque item. Ce faisant, il commet l'énorme erreur de s'ingérer dans la vie privée du Dr Ramgoolam, et risque d'en payer le prix fort auprès de toutes les couches de la population. Il ne s'attendait pas à ce boomerang. Dans le sillage de cette affaire, le député Kavi Doolub sera blâmé pour sa question téléguidée, et le Speaker, S. Phokeer, sera sévèrement critiqué pour avoir permis au Premier ministre de dévoiler une partie de la vie privée de Ramgoolam. « Shame on the Speaker », crient l'Opposition, la société civile et la presse.

Le mécontentement général enfle avec la fuite d'un rapport sur l'affaire Kistnen, commandité aux avocats Goolamalee et Hurrangee par un inconnu. Un débat était organisé par Radio Plus vendredi dernier, et ces deux avocats ont été ridiculisés par leurs confrères et les auditeurs. Est-ce que celui qui a commandité le rapport est un proche du gouvernement qui voulait dédouaner l'ancien Ministre Sawminaden ?

La dernière gaffe en date est le renvoi des élections municipales pour la troisième fois, pour une raison qui ne tient pas la route. Toutes les forces vives, l'opposition et la presse ont dénoncé cette nouvelle atteinte a la démocratie, et on se prépare à contester cette décision en Cour Suprême.

Le Gouvernement continuera a vivre son annus horribilis dans les mois à venir, avec l'inculpation décidée par le bureau du DPP de l'ex-ministre Sawmynaden, les actions contre l'Attorney General, M. Gobin et le PPS Dhaliah, les autres cas de corruption, et le jugement du Privy Council concernant la pétition électorale de Suren Dayal.

Notre pays ne mérite pas de vivre ces moments horribles. Cry my beloved country!

Mais fort de ses actions et réalisations, ce Gouvernement a l'expérience et les compétences nécessaire, pour se ressaisir, corriger les gaffes et avancer. Awake beloved country !

DWM Team (La Team de Democracy Watch Mauritius demeure un groupe indépendant et non-partisan. Comme toujours, nous attendons vivement les commentaires, contributions, et surtout les critiques de nos fidèles lecteurs. Si vous appréciez notre bulletin, diffusez-le auprès de vos correspondants. Merci).

Note : Les points de vue exprimés dans la rubrique 'Libre Expression' ne reflètent pas nécessairement ceux de la rédaction

Journée de l'Afrique 2023

La Journée de l'Afrique est une célébration annuelle des réalisations et du potentiel du continent africain, qui est célébrée en Afrique et dans les pays du monde entier. La date du 25 mai commémore la fondation de l'Organisation de l'Unité Africaine (OUA), précurseur de l'actuelle Union Africaine (UA). Cette année marque le 60e anniversaire de la signature de sa charte fondatrice à Addis-Abeba, en Éthiopie.

L'UA a choisi la « African Continental Free Trade Area » (AfCFTA), comme thème pour 2023. La AfCFTA est un pacte commercial ambitieux visant à créer un marché unique pour les biens et services de près de 1,3 milliard de personnes à travers l'Afrique, et à approfondir l'intégration économique du continent.

L'intégration commerciale à travers l'Afrique a longtemps été limitée par des infrastructures obsolètes et des réglementations différentes sur des dizaines de marchés. Les exportations intra-africaines représentaient 16,6% des exportations totales en 2017, contre 68,1% en Europe, 59,4% en Asie, 55% en Amérique et 7% en Océanie.

Les défis

La Journée de l'Afrique, célébrée dans le monde entier, est également une occasion d'apprécier et de marquer la diversité de l'histoire et du patrimoine du continent africain tout en reconnaissant son potentiel culturel et économique. L'Afrique célèbre également l'unité africaine et toutes les merveilleuses cultures que ce continent étonnant abrite. C'est aussi une journée pour reconnaître les succès du continent et son potentiel culturel et économique, ainsi que les nombreux défis qu'un environnement mondial apporte.

De la sécheresse à l'impact négatif du changement climatique, de la famine à la crise énergétique, l'Afrique continue de faire face à de nombreux défis. L'héritage du colonialisme sur le continent africain et ses effets désastreux, et les systèmes socio-politiques actuels entravent souvent leur développement. Ainsi, on compte aussi de nombreuses raisons pour lesquelles les pays africains sont souvent aux prises avec les défis que d'autres pays à revenu élevé semblent résoudre facilement.

Une population galopante

L'Afrique était estimée à 1.37 milliard d'habitants en 2021*. De ce fait, elle est le continent qui s'urbanise le plus rapidement, avec un taux de croissance de plus de 2,6%.

La pauvreté en Afrique est en grande partie le résultat d'une croissance lente. Avec une région qui accueille 10 % de la population mondiale et 30 % des pauvres du monde, les défis auxquels elle est confrontée sont énormes, mais pas insurmontables. D'où la nécessité pour les Africains de trouver, dans leurs références culturelles et leurs valeurs ancestrales, la base de leur développement, tout en faisant partie de la modernité.

Cependant, un développement visant à éradiquer la pauvreté en Afrique est possible. En fait, il y a des indications que l'Afrique est à un tournant. Il y a un élan croissant parmi les économies pionnières de la région vers une croissance plus élevée et soutenue.

Bien qu'il soit traditionnellement admis que l'Afrique détient d'immenses richesses minérales, la compréhension de la véritable richesse de l'Afrique est obscurcie. Dans le modèle mental financier international de la valeur, un recadrage rapide de la réévaluation de l'Afrique est maintenant devenu essentiel pour le rééquilibrage mondial. Même si l'Afrique est confrontée à de nombreux défis, elle a également de nombreuses possibilités de parvenir à un développement économique durable, à la paix et à la prospérité.

Par Bashir Nuckchady

Les jeunes de l'Afrique

Actuellement, il y a environ 600 millions de jeunes en Afrique qui n'ont pas d'emploi, qui ne sont pas scolarisés, ou qui occupent un emploi précaire. L'importante population de jeunes présente un dividende démographique potentiel qui, s'il est correctement exploité, avec de bons investissements, pourrait contribuer à accélérer le développement durable et équitable.

Il faut mettre l'emphase sur la nécessité d'investir dans le développement social et économique, et en particulier dans l'entrepreneuriat, afin de répondre à la forte demande d'emplois. En conséquence, les jeunes peuvent se servir de la plate-forme de cette Journée de l'Afrique, pour mettre en valeur leurs talents à travers les arts, la culture, le patrimoine, l'innovation et l'entrepreneuriat, tout en mettant à disposition un réseau entre les jeunes et d'autres parties prenantes. Cela, afin de promouvoir leur résilience et leur participation active à la recherche et à la mise en œuvre de solutions pour le développement du continent.

Conclusion

Afin d'atteindre les objectifs fixés à l'Agenda 2063, adopté lors du Sommet de l'Union africaine en janvier 2013, l'UA devrait aspirer à une Afrique prospère fondée sur une croissance inclusive et un développement durable. Autrement dit, viser un continent intégré, politiquement uni et fondé sur les idéaux du panafricanisme et la vision de la Renaissance de l'Afrique. En outre, il faut envisager une Afrique pacifique et sûre dotée d'une bonne gouvernance, de la démocratie, du respect des droits de l'homme, de la justice et de l'état de droit ; promouvoir une Afrique dotée d'une identité culturelle forte, d'un patrimoine commun, de valeurs et d'une éthique, où le développement est axé sur les personnes, libérant le potentiel de ses femmes et de ses jeunes et présenter l'Afrique comme un acteur et un partenaire mondial fort, uni et influent. Tout en reconnaissant que c'est aux Africains qu'incombe la responsabilité principale de développer leur continent, et d'adopter une attitude plus positive vis-à-vis de la communauté internationale.

Après tout, le village planétaire dans lequel nous vivons ne sera pas un lieu sûr, tant qu'il n'y aura pas une garantie de sécurité et une stabilité certaine pour nous tous. À long terme, aucun îlot de progrès et de stabilité ne sera durable s'il est entouré d'un océan de misère, de ceux qui n'ont pas de présent et d'avenir.

Source : UN World Population Prospect 2021

Note : Les points de vue exprimés dans la rubrique 'Libre Expression' ne reflètent pas nécessairement ceux de la rédaction

Waqf: création de visionnaires

Imaginez quelqu'un semer une graine d'olive. Cette-ci prendra cinq à six semaines pour germer, la nouvelle plante prendra huit à neuf ans pour grandir et rapporter des fruits. Mais, contrairement à d'autres arbres fruitiers, celui-ci prend 60 à 65 ans pour que sa production devienne stable, et pourra donner des fruits pendant 100 ans, voire plus.

L'initiative de ce fermier aura requis, entre temps, énormément de soins, de patience et d'attention pour faire grandir cette plante. Ce temps précieux lui est comptabilisé comme du *time waqf*, lui assurant le sawab e jariyah. Cet arbre est appelé à être transmis de génération en génération, le fermier initial ayant disparu entretemps.

En fait, l'olive symbolise la perpétuité du waqf, qui se transmet d'une génération à l'autre. On peut dire de ce fermier qu'il est un *generational thinker*, un visionnaire dont l'initiative profitera à plusieurs générations. C'est ce que fut aussi le Prophète Muhammad (SAW), quand il conseilla à Umar ibn al Khattab (RA) de remettre son verger comme un waqf, et d'en revendre les fruits, les revenus pouvant bénéficier, aux pauvres, aux nécessiteux, aux générations futures, et ce jusqu'à maintenant.

Le monde musulman a connu de tels visionnaires, qui ont consacrés leurs biens pour le plaisir d'Allah (SWT). Parmi ceux-ci, relevons le nom d'Uthman ibn Affan (RA), dont le puits initial s'est développé au cours de centaines d'années pour produire de la richesse pour la Ummah. D'autres Compagnons du Prophète (SAW) ont suivi l'exemple d'Uthman. Relevons aussi l'initiative de Fatimah al Firli qui a créé la première université pour les jeunes filles, l'Université Qarawiyyin au Maroc, fondée sur le concept du waqf, et reconnue comme une contribution durable à la Ummah, permettant encore à son initiatrice de récolter le sawab e jariyah, et à des milliers de filles de bénéficier des cours dispensés par cette université.

Maurice a aussi connu de tels visionnaires auxquels l'on doit ces nombreuses mosquées et madrassas, qui ont permis à plusieurs générations de profiter d'un lieu pour pratiquer leur deen et se cultiver. Un autre exemple impressionnant demeure le complexe du collège Aleemiah, consacré par une famille de bienfaiteurs visionnaires de Phoenix, avec pour responsable le Maulana Abdool Aleem Siddiqui. Il est rapporté que c'est celui-ci qui a rédigé le waqfnama. Pour avoir lu ce document, nous pouvons affirmer que ce fut un visionnaire, un *generational thinker*. Il avait prévu que ce complexe serait utilisé, dès sa fondation et dans les années futures, à contribuer au développement éducationnel, culturel et sportif des jeunes. Le complexe de la rue Suffren abritant un collège et des bureaux remonte aussi à l'initiative d'une famille de bienfaiteurs visionnaires.

Ainsi, une des meilleures façons de suivre les pas du Prophète Muhammad (SAW) est de faire revivre la sunnah du système de waqf, un système qui réunit des visionnaires futuristes qui, par leur générosité et leur aspiration au plaisir d'Allah, peuvent contribuer à l'avancement de la Ummah. De tels visionnaires ne pensent pas aux résultats immédiats, mais aux bénéfices des générations futures. Les biens ainsi dédiés, comme une donation ou un prêt à Allah (SWT), rapporteront à leurs donateurs des récompenses multiples, tout en bénéficiant aux générations futures.

Nous témoignons et bénéficions de nombreuses institutions que nous ont léguées nos ancêtres. Mais qu'avons-nous laissé aux générations futures ? Que diront-ils de nous ?

C'est le devoir de ceux qui en ont les moyens, de créer de nouvelles initiatives qui profiteront aux générations futures. Nous sommes capables, grâce à des initiatives waqf, de créer de l'emploi, de contribuer à l'allègement de la pauvreté, et de créer de la richesse pour la Ummah. La Ummah a besoin de nouvelles facilités de santé, d'universités, de maisons de retraite, et tant d'initiatives pouvant contribuer à améliorer la qualité de vie de la population.

Nous disposons aussi de nombreuses richesses sous forme de terrains agricoles laissés à l'abandon. L'acte de délaisser ces terrains est en lui-même une trahison du concept du waqf, mais aussi une trahison du waqif. Par l'exploitation de tels terrains, sous un système de crowdfunding, fondé sur le waqf, nous pouvons contribuer à résoudre, entre autres, le problème de la sécurité alimentaire.

A défaut de pouvoir créer de nouveaux awqaf, nous pouvons explorer de nouvelles stratégies pour satisfaire la demande alimentaire. La sécurité alimentaire est ainsi devenue le point de mire des observateurs économiques et politiques. C'est dans cette optique qu'une utilisation optimale des terrains agricoles waqf devait être considérée.

D'autre part, il faut reconnaitre aussi l'état d'abandon chronique de nombreux bâtiments et autres emplacements commerciaux légués sous le waqf.

Il faut savoir que cet état des choses est la conséquence de nombreux facteurs, dont le principal demeure le manque de compréhension, au sein de la communauté, du concept même du waqf. Parmi les autres facteurs, on peut relever le manque de connaissance, chez certains Mutawallis des principes de base de l'investissement et du management, le manque cruel de moyens financiers, ainsi que la léthargie ou l'indifférence des Musulmans sur le waqf.

Ces manquements ne peuvent être un obstacle à la transmission de génération en génération de ces awqaf. Des initiatives de waqf en espèces, permettant à un plus grand nombre de donateurs de bénéficier du sawb e jariyah, peuvent être mises en place en vue de perpétuer l'exploitation de tels emplacements ou bâtiments.

Il est important de rappeler que le concept du waqf est un des piliers de l'économie islamique, qui peut contribuer, en cette période de crise économique majeure, à l'économie d'un pays, à l'allègement de la pauvreté, et à l'élimination des inégalités sociales.

Pour revenir aux terrains agricoles laissés à l'abandon, il est temps que les membres des congrégations respectives se rallient derrière leurs Mutawallis en vue de dégager des stratégies pour développer ces terrains et ainsi permettre à la communauté de contribuer à la sécurité alimentaire du pays et la création d'emplois.

Dans un autre ordre d'idées, le développement immobilier devait être une des priorités de la communauté par rapport aux emplacements et autres bâtiments commerciaux laissés à l'abandon ou en ruine.

Mosadeq Sahebdin,
Awqaf (Mauritius) Foundation

Note : Les points de vue exprimés dans la rubrique 'Libre Expression' ne reflètent pas nécessairement ceux de la rédaction

Kerala Story: Hate sells!

Last week I was asked my opinion about the controversy regarding the projection of the movie The Kerala Story at cinema theatres in Mauritius; my answer was anyone who wants to watch the movie is free to do so, and those who do not want to watch it are free to do so. I watched the movie yesterday, below is my honest take on the movie and the whole controversy about stopping its projection.

HATE SELLS!

I am Sad, Shocked and Disgusted.

- Sad about what women across the globe went through by being brainwashed by ISIS and being brutally treated. Terrorism is real; the worldwide syndicate of human trafficking for dubious means is an even more haunting reality.
- Shocked by the level of cultural and religion inaccuracies in the movie. There are various instances in the movie whereby Islam has been portrayed as an over the top violent religion. Referring to the first violent scene of the movie whereby a goat was beheaded by a terrorist (Here represented by a religious Islamic person) . Issue here is that he was not following the Halaal procedures and how he blatantly shown a proud and self satisfaction feeling afterwards is nerve wrecking- This is completely wrong!
- Shocked about how a Hijab wearing lady, with so much ease, humiliating Jesus, Ram, Shiva and others, and saying ill words about Christianism and Hinduism. Seriously, who approved such line in the movie, and who passed the movie at censor board without cuts. The movie only writes about two religions, either pitch black or pristine white. The black has no greys; the white cannot even get a stain. If you are Muslim, you belong to the former; if Hindu, to the latter.
- Shocked about the portrayal of Islam. Like I said above, there are various Islamic inaccuracies in the movie and the makers of the movie clear motive was to make an anti- Islam propaganda, without even feeling the need to disclaim the one sided bad portrayal of Islam. They could have easily mentioned about how this was only the doing of ISIS members and not Muslim as a whole and that whatever the ISIS members did was only their doings, and were using the name of Islam to propagate hate and violence. Instead, the way the makers of the movie portrayed the ISIS members, it seemed as though this is the common, generally accepted, Islamic practices.
- Disgusted about the intention of the makers of the movie to denigrate Islam; about how they want to make viewers believe that Islam:
- legitimates rapes
- condemns women wearing lipsticks and have their arm chopped off
- vindicates that women who have their bodies covered are not molested
- validates drug taking
- does not allow women to use mobile phone because it is haram
- is about spitting and sending rock on non-believers
- The list goes on and on...

The brutality shown in the movie and the manipulative dialogues provoke hate and might make one go out and create a ruckus.

Terrorism and youth being brainwashed are very important topics that require attention of everyone. But The Kerala Story diverts from this and instead is a provocation of violence and propaganda for Islamophobia.

The social harmony of Mauritius is dwelling on a time bomb; this reader movie is a step towards its explosion!

Guerre en Ukraine : Kiev à nouveau visée par des frappes russes

L'armée ukrainienne a dit avoir intercepté et détruit tous les missiles russes qui ont ciblé la capitale de Kiev dans la nuit de jeudi à vendredi.

« Encore une attaque aérienne sur Kiev, la 13e d›affilée depuis début mai ! Et, comme toujours, de nuit. » L›administration civile et militaire de Kiev a affirmé ce vendredi 26 mai sur Telegram que la capitale avait une nouvelle fois été la cible de bombardements russes, au moyen de missiles de croisière lancés par des bombardiers stratégiques Tu-95MS depuis la mer Caspienne. « Selon des informations préliminaires, toutes les cibles ennemies dans l'espace aérien de Kiev ont été détectées et détruites », a assuré l'armée ukrainienne.

Dans son point matinal quotidien, l'état-major ukrainien a fait état de 55 attaques aériennes russes au cours de la journée écoulée, dont 36 par des drones explosifs, et de 4 attaques de missiles.

Risques d'inondation dans plusieurs communes de Donetsk

« Un missile S-300 a frappé un barrage dans la zone de Karlivka de la région de Donetsk » (est), a précisé l'état-major. « En conséquence, il existe un grand danger d'inondation des communautés environnantes », a-t-il ajouté, précisant avoir en revanche intercepté tous les projectiles lancés lors des raids aériens.

Par ailleurs, en Russie, une « détonation » a provoqué des dégâts dans un immeuble à Krasnodar, une ville proche de la Crimée, sans faire de victime, selon les autorités locales citées par l'agence Ria Novosti.

Un média prorusse, Readovka, a publié sur sa chaîne Telegram une photo d'un immeuble dont le dernier étage ainsi que le toit sont endommagés et noircis.

« La cause de l›incident fait l›objet d›une enquête », a déclaré sur Telegram le maire de Krasnodar, Evguéni Naumov, ajoutant que le toit d'un immeuble voisin avait également été endommagé.

Début mai, la Russie a été secouée par une série d'attentats et de sabotages, avec notamment le déraillement de deux trains de marchandises et un incendie dans un dépôt pétrolier dû à une attaque de drone. Et, lundi, deux groupes armés se disant russes ont attaqué depuis l'Ukraine la région russe de Belgorod, la plus grave incursion depuis le début de la guerre.

Au Pakistan, Imran Khan, acculé, baisse les armes

L'ancien premier ministre qui défie depuis un an les militaires et le gouvernement fait face à une vague de départs et de désertion de ses lieutenants sous la pression des autorités. Conscient sans doute que le violent face-à-face qui l'oppose au gouvernement et à l'armée tourne à son désavantage, Imran Khan cherche une porte de sortie. L'ancien premier ministre pakistanais a fait une offre de retour au calme, mercredi 24 mai. Dans un message vidéo adressé à ses partisans depuis sa maison de Lahore, il s'est dit prêt à former un comité chargé de mener des pourparlers avec le gouvernement, et éventuellement à renoncer à sa demande d'élections anticipées. *« Si* [les membres et l'establishment] *disent au comité qu'ils ont une solution et que le pays peut être mieux gouverné sans moi, ou s'ils disent au comité que la tenue d'élections en octobre profite au Pakistan, je me retirerai »*, a déclaré Imran Khan dans un discours sur la chaîne YouTube de son parti.

Depuis un an, il bataillait pour obtenir l'organisation d'élections générales et tenter de reconquérir le pouvoir par les urnes après avoir été défait au Parlement en avril 2022, après le vote d'une motion de défiance. L'ancien capitaine de l'équipe de cricket du Pakistan, 70 ans, sait qu'il a perdu une manche, et peut-être le match contre ses adversaires. L'étau se resserre un peu plus chaque jour autour de lui et de son équipe.

Le gouvernement dirigé par Shehbaz Sharif a décapité sa formation, le Pakistan Tehrik-e-Insaf (PTI), en arrêtant la totalité des dirigeants et des milliers de partisans. *« Le Pakistan vit une répression jamais vue dans l'histoire. Tout le monde a été mis en prison, je ne sais plus qui contacter »,* a déploré Imran Khan dans son allocution.

Mercredi, le ministre de la défense, Khawaja Asif, avait brandi la menace d'interdire le PTI, l'accusant d'avoir attaqué l'Etat. Le 9 mai, l'arrestation d'Imran Khan par des paramilitaires, alors qu'il était dans l'enceinte d'un tribunal, avait provoqué un mouvement de colère inédit dans la population. Des milliers de partisans étaient descendus dans les rues à travers tout le pays pour protester. Des bâtiments publics et militaires avaient été pris pour cible, sans qu'il soit possible d'établir si les auteurs des violences étaient des fidèles d'Imran Khan ou des provocateurs agissant de manière à décrédibiliser son mouvement. La réponse des autorités à ces débordements a été implacable : le chef de l'armée, le général Munir, a promis de traduire les responsables devant des tribunaux militaires.

Dette américaine : l'espoir d'un accord grandit, un sursis jusqu'au 5 juin

Les négociateurs de la Maison-Blanche et du Congrès semblaient progresser vendredi vers un accord pour éviter un défaut de paiement des États-Unis. Celui-ci pourrait finalement survenir le 5 juin au lieu du 1er, offrant un court sursis.

Un accord enfin en vue ? La Maison Blanche et les négociateurs ont continué vendredi 27 mai à échafauder un compromis riche d›arrière-pensées politiques pour éviter un défaut de paiement américain, qui pourrait survenir le 5 juin au lieu du 1er, offrant un court délai supplémentaire.

Le président Joe Biden s›est montré assez «optimiste» en fin d›après-midi, disant espérer savoir «d›ici ce soir si nous sommes en mesure de conclure un accord». «Nous sommes plus proches (d›un accord) mais ce n›est pas encore fait», avait confié plus tôt une source proche des discussions, sceptique quant à la possibilité d›une annonce dès vendredi.

Le président de la Chambre des représentants Kevin McCarthy, principal protagoniste républicain de ce feuilleton politico-financier, avait noté des progrès. Mais «rien n'est acquis tant que tout n'a pas fait l'objet d'un accord», avait-il ajouté, histoire de maintenir la pression sur le président.

De la pression, il n'en manque pas dans cette affaire difficile à comprendre hors des États-Unis et plus généralement hors de la bulle de Washington. Un des principaux points d'achoppement porte sur la demande des républicains qui exigent que les bénéficiaires de prestations, telles que l'aide alimentaire, travaillent en échange de leur obtention.

Le porte-parole de la Maison Blanche, Andrew Bates, a affirmé que les républicains sont prêts à mettre en péril «plus de huit millions d'emplois s'ils ne parviennent pas à enlever le pain de la bouche d'Américains qui ont faim».

La date à laquelle le Trésor américain se trouvera incapable d'honorer ses engagements financiers a cependant été affinée, désormais fixée au 5 juin, contre le 1er juin auparavant, offrant quelques jours de répit.

Débats autour des prestations sociales

«Sur la base des données les plus récentes disponibles, nous estimons maintenant que le Trésor ne disposera pas de ressources suffisantes pour satisfaire aux obligations du gouvernement si le Congrès n'a pas relevé ou suspendu le plafond de la dette d'ici au 5 juin», a détaillé vendredi la secrétaire américaine au Trésor Janet Yellen, dans une lettre aux élus du Congrès.

Plus de 130 milliards de dollars de paiements en retraites, santé et pour les anciens combattants notamment, sont prévus au cours des deux premiers jours de juin, ce qui «laissera le Trésor avec un niveau de ressources extrêmement bas», a-t-elle précisé.

L'enjeu est d'amener le Congrès - la Chambre républicaine et le Sénat démocrate - à voter rapidement pour relever le plafond d'endettement public, sans quoi les États-Unis pourraient se retrouver en défaut de paiement, une situation inédite aux implications économiques, financières et sociales potentiellement catastrophiques.

Cette manœuvre parlementaire a longtemps été une formalité pour les deux partis. Mais cette fois les républicains exigent, en échange de leur feu vert, une réduction des dépenses publiques. Officiellement, Joe Biden refuse de négocier, estimant être retenu en «otage».

En réalité, les conseillers des deux camps discutent non-stop depuis des jours et, selon plusieurs médias américains, se sont déjà entendus sur quelques grandes lignes.

L'accord gèlerait certaines dépenses mais sans toucher aux budgets consacrés à la défense et aux anciens combattants, rapportent par exemple le New York Times et le Washington Post. Il permettrait de repousser pour deux ans, jusqu'après la prochaine élection présidentielle, le risque d'un défaut de paiement.

Esha Gupta's nervous moment at Cannes 2023 Red Carpet

Esha Gupta recently walked the red carpet at Cannes Film Festival 2023. On May 16, Esha was a sight to behold, as she walked wearing a white plunging gown with high-slit and a unique asymmetrical collar with floral embellishments. In a new interview, the actor said that it was a 'risky' outfit to carry.

Esha Gupta was seen at Cannes 2023 red carpet dressed in a custom Nicolas Jebran gown and was styled by celebrity stylist Victor Blanco. She looked like a vision in white in the designer outfit. Esha credits her stylist for helping her make a statement at her Cannes red carpet debut.

Esha told News18, "The response [to my outfit] has been really amazing. I didn't expect that. I didn't expect to be one of the best-dressed and I had people calling me from all over the world – including my manager from LA (Los Angles) and my stylist – and telling me that I look the best and that my look was so elegant. It was a risk. When we were doing this Nicholas Jebran gown, we knew that it was sexy but it was also a conscious thought to make it look angelic. If you see the gown, it is white and has 3D flowers and its flowy [silhouette] make it dreamy. I've to give credit to my stylist, Victor Blanco."

Rocky Aur Rani Kii Prem Kahaani

First look posters revealed

Rocky Aur Rani Kii Prem Kahaani first posters: Ranveer Singh, Alia Bhatt feature in lead roles alongside veteran actors Dharmendra, Jaya Bachchan, Shabana Azmi.

Earlier this year, filmmaker Karan Johar completed the shoot of his upcoming directorial venture Rocky Aur Rani Kii Prem Kahaani. The family drama features Ranveer Singh and Alia Bhatt in lead roles. On Thursday, the cast and makers released Rocky Aur Rani Kii Prem Kahaani's first look. This is Karan's first film as a director since 2016's Ae Dil Hai Mushkil, which had featured Anushka Sharma and Ranbir Kapoor. Karan Johar also turned 51 on Thursday.

Kiara Advani wants to go back to her vacation with Sidharth Malhotra

Kiara Advani and Sidharth Malhotra recently returned back to Mumbai after their vacation in Japan. But it seems that Kiara is still not in the mood to get back to work as she shared an unseen throwback picture from the trip on her Instagram Stories.

Kiara shared a beautiful picture with Sidharth Malhotra from her vacation on her Instagram Stories. They are seen walking hand-in-hand in a lane that was covered with bright orange poles of some sort, making the background look straight out of a fairytale. Kiara captioned the Instagram Story with, "Take me back already (orange heart emoticon)." Although neither of their faces were visible, Kiara was seen in a pink jumpsuit while Sidharth wore an all-blue combo of jacket and pants.

Shawn mendes and Camila Cabello are so in sync in new twinning photo

Shawn Mendes and Camila Cabello are matching each other›s tempo perfectly these days.

The pair stepped out in matching sporty outfits during their latest New York City outing, sparking further speculation of a rekindled romance.

The singers were spotted in the bustling SoHo neighborhood, twinning in all-black athletic wear. Camila, 26, paired her tee and shorts with black sneakers and shades, accessorizing with a white cross-body bag. Meanwhile, Shawn, 24, opted for a tank top and shorts, shades, a backpack, and contrasting white sneakers. The pair appeared to be shopping as they made their way through the neighborhood.

Their SoHo rendezvous marked their second New York outing this week, following a hand-in-hand stroll on May 23. Their recent sightings—including a trip to a Los Angeles comedy show and a seaside stroll in Venice, Calif.—have kept fans guessing about the status of their relationship. Neither have commented as of late whether they're officially back together or not.

Khloe Kardashian and Tristan Thompson's baby boy's name finally revealed 9 months after birth

Nearly a year after Khloe Kardashian welcomed her second child via surrogate with ex Tristan Thompson, their baby boy's name has finally been revealed as Tatum.

She shared the news during the season three premiere of The Kardashians May 25, adding, «Naming a human is really hard.»

Khloe—who also shares 5-year-old daughter True Thompson with the athlete—confirmed in April that her 9-month-old son's name would stick with tradition of starting with a "T" to match their little girl's moniker.

But while her kids have the same initials, Khloe said in the Hulu episode that she feels less connected to Tatum than she did with baby True due to the surrogacy process, noting, "It's a mindf--k. It's really the weirdest thing."

As for why it took her so long to announce her son's name? The 38-year-old previously explained that it took some time for her settle on what to call him.

Britney Spears appears to reunite with mom lynne Spears after conservatorship battle

Britney Spears might be holding her mom closer these days. Lynne Spears recently flew out to Los Angeles, apparently to reunite with Britney and pay her a visit at home, an eyewitness tells E! News.

Lynne, 68, was photographed at the LAX airport on May 24, wearing a beige top with black workout pants, a dark cardigan and Ugg boots.

The witness says she first met with members of Britney's team before then taking an Uber to the 41-year-old's house in the Los Angeles area.

Britney left the property about 20 minutes after Lynne arrived, according to the source. She then drove around the neighborhood with husband Sam Asghari—who she tied the knot with last year—in her passenger seat for about 30 minutes, before heading home again.

E! News has reached out to reps for Britney, Sam and Lynne for comment but hasn't heard back.

The mother-daughter duo have had a tense relationship following the pop star›s 13-year conservatorship, which was put into place in 2008 and managed in part by her dad—Lynne's ex-husband Jamie Spears—until it ended in November 2021. (Jamie and Lynne divorced in 2002.)

Al-Waadjidah Ladies Welfare Association

Diego Garcia St, Port-Louis

Reg No 10067/NCSR No 0636

Annual General Meeting 2022

Members are kindly invited to attend the Annual General Meeting on the 7th June 2023 at the seat of the Association at 10.15 hrs.

Agenda:

(1) Reading and Approval of meeting proceeding the last AGM

(2) Report of the President

(3) Report of the Treasurer

(4) Estimated budget for the year 2023

(5) A.O.B

Husna Banon Khodabaccus

Secretary

Le Real Madrid étudie l'option Harry Kane

Le buteur de Tottenham devrait quitter le club cet été, après plus de 10 ans de bons et loyaux services. Une aubaine pour le Real Madrid, qui cherche un attaquant pour préparer «l'après Benzema».

Après une élimination en demi-finale de Ligue des Champions et avoir perdu la Liga dès le mois de mars, le Real Madrid termine une saison décevante. Forcément, les Merengues voudront faire mieux l'année prochaine mais pour cela, il faudra se renforcer lors du prochain mercato.

Ce n'est plus un secret pour personne, la priorité du Real est de recruter un attaquant de pointe, afin de préparer l'avenir et surtout «l'après Benzema». Pour cela, la direction madrilène a concocter une liste de plusieurs buteurs de renommée.

Et tout en haut de cette liste, on retrouve un certain Harry Kane. À 29 ans et à un an de la fin de son contrat, l'international Anglais quittera probablement cet été les Spurs de Tottenham, avec qui il n'a jamais réussi à remporter le moindre trophée.

Mais pour recruter l'Anglais, Florentino Pérez va devoir casser sa tirelire. Premièrement pour payer son salaire, et surtout pour payer son indemnité de transfert, d'environ 100 millions d'euros.

Selon la 'Cadena Ser', l'option Harry Kane est de plus en plus envisagée par le Real, d'autant plus si son coéquipiers en sélection Jude Bellingham venait à rejoindre la capitale espagnole cet été.

En attendant, Tottenham se préparer à voir partir le meilleur buteur de l'histoire du club. Il se dit en Angleterre que les dirigeants londoniens privilégient un transfert hors du Royaume, afin que le 'Prince Harry' ne continue pas à martyriser les gardiens de Premier League.

Lucas Hernández a donné son accord au PSG

Comme évoqué depuis quelques heures, Lucas Hernández serait très intéressé par un transfert au Paris Saint-Germain cet été. Selon 'L'Équipe', le défenseur du Bayern Munich a déjà donné son accord au club de la capitale française.

Blessé gravement aux ligaments croisés face à l'Australie (4-1) lors du premier match de l'équipe de France à la Coupe de monde 2022, Lucas Hernandez a repris le chemin de l'entraînement collectif ce mardi matin. Le latéral gauche avait été opéré du genou droit en novembre.

Si son retour sur les terrains n'est pas pour tout de suite, le Français pense déjà à la saison prochaine. Et il se pourrait que son avenir se joue du côté de la capitale de la France.

Comme évoqué hier, le défenseur du Bayern Munich serait très intéressé par un transfert au Paris Saint-Germain cet été.

Ce matin, 'L'Équipe' nous apprend qu'il a déjà trouvé un accord de principe avec le PSG. Mais le club bavarois, qui cherche à prolonger le contrat du champion du Monde 2018, sera difficile à convaincre.

Dans le même temps, les Parisiens préparent également l'arrivée de Manuel Ugarte, milieu récupérateur du Sporting Portugal. Le mercato estival n'est pas encore ouvert, mais Luis Campos est déjà proche de compter deux nouvelles recrues de renom dans l'effectif parisien. Affaire à suivre...

Manchester United pense à Araujo et de Jong

Manchester United a de l'argent, et veut se renforcer lors du prochain mercato. 'Mundo Deportivo' avance ce lundi que deux de leurs priorités seraient Ronald Araujo et Frenkie de Jong, du FC Barcelone.

Ce sont deux joueurs que le FC Barcelone juge intransférable, d'autant plus que la prolongation de Frenkie de Jong est un objectif principal du club afin d›assurer sa continuité au club, et pourtant, les intérêts des clubs étrangers sont toujours aussi forts.

Ronald Araujo et Frenkie de Jong sont dans le viseur de Manchester United, avance 'Mundo Deportivo'. Le média espagnol rapporte que les 'Red Devils', menés par la famille Glazer, souhaitent se renforcer avec cinq joueurs importants pour la saison prochaine. L'Uruguayen et le Néerlandais en font partie.

Le club mancunien a une liste élargie de joueurs souhaités : de Harry Kane à Victor Osimhen en passant par Kim Min-jae ou Adrien Rabiot, nombreux sont les options du 4e de Premier League, qui est prêt à mettre le prix qu'il faut pour attirer de gros noms.

Luis Enrique, le favori du PSG pour succéder à Galtier

L'ancien sélectionneur de l'Espagne et entraîneur du Barça, libre de tout contrat depuis le Mondial 2022, serait le nouveau favori de la direction du Paris Saint-Germain pour succéder à Christophe Galtier sur le banc parisien.

Le Paris Saint-Germain est toujours à la recherche d›un nouvel entraîneur, et ce malgré que Christophe Galtier sous encore sous contrat jusqu'en juin 2024.

Si la rumeur José Mourinho a pris de l›ampleur ces dernières semaines, le nouveau favori de la direction du PSG ne serait autre que Luis Enrique, selon 'Le Parisien'.

L'ancien sélectionneur de l'Espagne et entraîneur du Barça, vainqueur de la Ligue des Champions en 2015 avec les Catalans, est libre de tout contrat depuis son départ de la Roja suite à l'échec du Mondial 2022.

Si le profil de l'Espagnol plaît beaucoup à Luis Campos et aux dirigeants parisiens, il serait en concurrence avec deux autres entraîneurs.

Sur les trois noms, Luis Enrique reste le candidat privilégié par le PSG. Son style de jeu offensif et sa capacité à gagner de nombreux titres, dont la coupe aux Grandes Oreilles, font de lui le candidat idéal.

Mais l'ancien joueur du Barça ou encore du Real Madrid est sur les tablettes de nombreux clubs : Chelsea, et plus récemment le Napoli, seraient également prêts à lui offrir un contrat en vue de la saison prochaine.

Joshua Kimmich souhaiterait quitter le Bayern, le Barça à l'affût

'Mundo Deportivo' révèle que le milieu de terrain du Bayern Munich, Joshua Kimmich, aimerait quitter la Bavière cet été. L'Allemand pourrait alors débarquer au FC Barcelone, qui ne trouve pas d'accord avec la Real Sociedad pour recruter Zubimendi.

Dans l'impasse Martín Zubimendi, le FC Barcelone a peut être retrouver son chemin avec le boulevard qui peut s'ouvrir sur Joshua Kimmich dans les prochaines semaines. Le milieu de terrain allemand souhaiterait quitter le Bayern Munich pour plusieurs motifs, selon ‹Mundo Deportivo'.

Après le départ annoncé de Sergio Busquets, les 'blaugranas' ont montré un fort intérêt pour le milieu de terrain 'donostiarra', Martín Zubimendi, de la Real Sociedad, mais le club basque veut récupérer 60 millions d'euros, correspondant à la clause du joueur, ce que refuse Joan Laporta.

Face à cette situation, Kimmich pourrait être la solution idéale pour Xavi. Le joueur de 28 ans a une très grande expérience au plus haut niveau, connaît plusieurs joueurs phares de l'effectif barcelonais, en l'occurrence Robert Lewandowski et Marc-André Ter Stegen, et serait emballé par le projet du Barça.

De plus, malgré un contrat se terminant en 2025, l'ancien joueur de Leipzig

a vécu une saison galère en Bavière, marquée par l'incompréhension du départ précipité de l'entraîneur Julian Nagelsmann, en pleine trêve internationale.

De son côté, le FC Barcelone a tout intérêt à se pencher sur le cas Kimmich, qui est un joueur complet et sérieux, capitaine de la sélection allemande.

Manchester United s'offre le dernier ticket pour la C1

Avec ces trois points, les Red Devils dépassent même Newcastle pour la troisième place au classement, à une journée de la fin, avec 72 points contre 70.

Les deux équipes sont hors de portée de Liverpool, 5e avec 66 points, qui jouera donc la Ligue Europa, comme Brighton, 6e, alors qu'Aston Villa (58 pts) et Tottenham (57 pts) se disputeront la 7e place, qualificative pour la Ligue Europa Conference, dimanche, lors de la dernière journée.

Vainqueur de la Coupe de la Ligue et finaliste de la Coupe d'Angleterre, le 3 juin, contre son rival local, City, à Wembley, Manchester United a disposé facilement de Chelsea, toujours 12e.

Le Londoniens qui ont 43 points et sont assurés de battre leur record du plus faible nombre de points sur une saison à 38 journées, qui était de 50, ont manqué de réalisme en première période, un mal qui les ronge depuis plus d'un an.

Dès la 5e minute, Mykhailo Mudryk, à sept mètres des buts, a totalement dévissé sa reprise, alors que Kai Havertz a manqué le cadre de la tête (32e) et Conor Gallagher a trop croisé sa frappe d'un rien (45+1).

Efficacité redoutable

Manchester, à l'inverse, a été d'une efficacité redoutable, Casemiro ouvrant le score dès la 6e minute d›une tête renversée sur coup-franc.

Anthony Martial a bien raté une énorme occasion, servi par Bruno Fernandes (19e), mais le Français s›est rattrapé dans le temps additionnel du premier acte, en convertissant un caviar de Jadon Sancho pour le 2-0 (45+5).

La seconde période a été encore plus à l'avantage des Mancuniens et sans les transversales trouvées par Fernandes (47e) et Alejandro Garnacho (84e), le match aurait pu tourner encore plus à la correction. Les hommes d'Erik Ten Hag ont tout de même capitalisé sur un pénalty obtenu et transformé par Fernandes (3-0, 73e) et par Marcus Rashford (4-0), cinq minutes plus tard sur un ballon perdu dans sa surface de réparation par Wesley Fofana.

Dans les dernières minutes, Joao Felix, seulement prêté par l'Atlético Madrid, a réduit le score sur un relâchement défensif adverse (4-1, 89e), mais il est temps que cette saison s'achève pour les Londoniens qui ont tout à reconstruire.

Manchester, lui, peut voir l'avenir avec plus de confiance, mais il reste suspendu au résultat du processus de vente du club dont l'issue conditionnera beaucoup de choses.

MUSLIM YOUTH FEDERATION
HAJJ 2023

1. **Causerie par Aaleemah Subratty le samedi 03 juin 2023 à 1.45 p.m. au Bayt ul Nur hall Cite Martial (près du stade Ellahee).**

SUJET :
COMMENT ACCOMPLIR LE HAJJ

INVITATION AUX DAMES SEULEMENT

LA DIRECTION
MUSLIM YOUTH FEDERATION

2. **LA VENTE DES RIYAALS**

Comme dans les années précédentes, la Muslim Youth Federation informe les futurs pèlerins que la State Bank assurera la vente des riyaals à un taux compétitif le dimanche 04 juin 2023 de 9.00 a.m. à midi au collège Islamic, vis-à-vis place taxi Plaine Verte.

Veuillez apporter votre carte d'identité.

LA DIRECTION

MUSLIM YOUTH FEDERATION
57221894

Bernardo Silva reste évasif sur la rumeur d'un départ au PSG

Les rumeurs circulent ces derniers jours concernant un intérêt du Paris Saint-Germain pour Bernardo Silva, joueur qui connaît bien la Ligue 1 pour y avoir disputer trois saisons avec l'AS Monaco entre 2014 et 2017.

Le Portugais semble intéressé par le projet, d'autant plus qu'il pourrait enfin remporter la Ligue des champions avec les 'cityzens' cette saison, et partir l'esprit tranquille. L'ancien monégasque avait défendu le niveau de la Ligue 1 il y a peu, disant qu'il était «plus difficile de jouer en France qu'en Angleterre.»

Après la qualification de son équipe face au Real Madrid pour la finale de Ligue des Champions et après avoir livré une prestation magnifique avec deux buts à la clé, Bernardo Silva n›a pas démenti un potentiel départ à Paris, lorsqu'il a été interrogé sur le sujet par 'Canal +' : «Le programme c'est de bien terminer la saison, gagner la Premier League, essayer contre United en finale de FA Cup, et ensuite l'Inter. Après, cet été, on verra ce qu'il va se passer.»

SUNDAY TIMES

20 B, rue Dr Eugène Laurent
Port-Louis
(à proximité de l'école primaire du Couvent de Lorette)
Tel: 217 8880

Email: sundaytimes11@gmail.com
www.sundaytimesmauritius.com

Directeur :
Ehsan Mohamed Juman
Mob: 5 254 8880

Rédactrice en chef :
Zahirah Radha

Publicités
E-mail: sundaytimes11@gmail.com

Tarifs publicitaires
- Première page: Rs 200 cm/col (Couleur)
- Dernière page: Rs 150 cm/col (Couleur)
- Pages int: Rs 125 cm/col (Couleur)
- Pages int. Rs 100 cm/col (Noir et blanc)

FORMULE 1

Red Bull aura «un peu de mal» à être performant à Monaco

Alors que Red Bull domine le début de saison 2023, Sergio Pérez et Max Verstappen s'attendent à ce que l'équipe fournisse un effort plus important pour se placer aux avant-postes à Monaco.

Le début de saison 2023 de Red Bull est proche de la perfection. L›équipe autrichienne a remporté les cinq premières épreuves de la campagne et a d›ores et déjà accumulé 224 points, bien assez pour jouir d›une avance non négligeable sur le second du championnat constructeurs, Aston Martin.

Si la RB19 impressionne par sa stabilité dans les virages rapides et son excellente vitesse de pointe, ces deux qualités jouent un rôle moins important pour le Grand Prix de Monaco, prochaine épreuve du calendrier, qui propose un circuit lent et sinueux. La série de victoires de Red Bull peut donc potentiellement prendre fin en principauté, et Sergio Pérez s›attend à vivre un week-end plus difficile qu›à l›accoutumée.

«Nous savons que ce n'est pas notre meilleur circuit», a-t-il indiqué au sujet du circuit de Monaco. *«Nous savons que nous aurons un peu de mal à montrer nos atouts. Samedi, nous aurons vraiment besoin d'une bonne mise en températures des pneus. C'est sans aucun doute la clé ici. Supposons que ce n'est pas notre meilleur circuit, mais nous verrons ; c'est Monaco et tout peut arriver. Je pense que Fernando [Alonso] et les Ferrari seront très performants, comme ils l'ont été à Bakou, et que Mercedes peut aussi être dans le coup.»*

En outre, la série de pole positions de Red Bull a été brisée par Charles Leclerc au Grand Prix d›Azerbaïdjan. Les longues lignes droites de Bakou ont permis à Pérez et à son coéquipier Max Verstappen de se hisser devant le Monégasque en course, toutefois les dépassements à Monaco sont aussi rares que difficiles. Interrogé par **Motorsport.com**, Verstappen a ainsi estimé que les faiblesses, relatives, de Red Bull sur un tour pourraient avoir de plus grandes conséquences sur le résultat de la course du dimanche.

«Je pense que ce sera un peu plus difficile et plus serré mais nous avons toujours une bonne voiture, il faudra simplement essayer d'en tirer le maximum», a-t-il commenté. *«Nous savons que [la performance] sur un tour n'est pas notre point fort en temps normal mais nous avons tout de même décroché pas mal de pole positions cette année, donc tout est encore possible. C'est sûr qu'ici, à Monaco, on peut toujours être surpris.»*

De Vries menacé mais serein : «Ça a toujours été comme ça»

Dans le paddock de Monaco, Nyck de Vries assure que rien n'a changé pour lui, assumant la pression déjà forte dont il fait l'objet pour son avenir chez AlphaTauri.

Encore en quête de ses premiers points, Nyck de Vries a vécu un début de saison particulièrement délicat chez AlphaTauri. Certes, la compétitivité de l'AT04 a été un facteur limitant, mais Yuki Tsunoda est parvenu à entrer deux fois dans le top 10, tandis que le Néerlandais a connu bien des errements. Une situation qui le place sous pression alors que son remplacement éventuel, s›il ne parvient pas à redresser la barre, a émergé comme une menace de plus en plus sérieuse ces dernières semaines.

En arrivant à Monaco, Nyck de Vries assure ne pas être surpris par ces spéculations, ni par la pression qui se fait visiblement de plus en plus forte. Conscient des enjeux, il ne se sent toutefois pas immédiatement en danger, répondant par l'affirmative quand vient la question de garder sa place.

«De plus, ce n'est pas un choc pour moi», ajoute-t-il. *«C'est normal. Cette industrie est comme ça. Ça a toujours été comme ça chez Red Bull et en Formule 1. Je pense sincèrement que ce n'est pas différent d'un peu plus tôt dans la saison. Il fait toujours être performant, il faut toujours être à la hauteur des attentes. Ça a toujours été comme ça, tout au long de ma carrière. En tant que pilote, tu te bats toujours pour ta survie, et tu dois toujours être à la hauteur pour continuer ta carrière avec succès. C'est normal. Ça a toujours été comme ça.»*

S'il ne cache pas avoir tenté de se détourner au maximum des rumeurs et informations circulant sur son avenir en Formule 1, Nyck de Vries reconnaît qu'il est difficile d'en faire totalement abstraction. Il assure néanmoins que la pression qu'il ressent n'est pas plus forte sur ses épaules aujourd'hui.

«Je crois sincèrement qu'il n'y a pas plus de pression qu'à n'importe quel autre moment», insiste-t-il. *«En fait, la seule différence en Formule 1, c'est qu'il y a beaucoup plus de bruit autour d'elle. Surtout quand il y a une pause, il y a plus de rumeurs et de discussions. C'est probablement la plus grosse différence avec n'importe quel autre championnat. Mais quand il s'agit du travail, tout le monde doit le faire et être performant.»*

Les erreurs qu'il a commises, particulièrement à Bakou ou à Miami au départ, Nyck de Vries est le premier à les reconnaître et à les assumer. *«Je pense clairement avoir fait trop d'erreurs»*, concède-t-il. *«Je l'admets très ouvertement. Je pense aussi que le rythme a été bon à plusieurs reprises, et c'est ce qui m'encourage et me donne confiance. Mais je n'ai pas été capable de bien exécuter et de tout mettre bout à bout. Je crois que la vitesse était au rendez-vous."*

FORMULE 1

Aston Martin a «de grands espoirs» de jouer la victoire à Monaco

Aston Martin a l'intention très claire de se battre pour la victoire ce week-end au Grand Prix de Monaco, mais Mike Krack sait que les choses peuvent aussi très vite «mal tourner».

Aston Martin aborde le Grand Prix de Monaco avec de *«grands espoirs»* de pouvoir jouer la victoire. Après les quatre podiums décrochés par Fernando Alonso depuis le début de la saison, l›écurie britannique estime avoir une carte à jouer sur l›atypique tracé de la principauté. Une ambition assumée ce jeudi dans le paddock par son directeur Mike Krack.

Son écurie court-elle pour remporter la course ce week-end ? *«Oui»*, répond-il sans hésiter. *«Ce serait bien de dire oui et de le faire. On a tous de grands espoirs pour Monaco avec nos deux pilotes, on a une excellente voiture. Au simulateur, ils étaient tous très enthousiastes. Mais on ne doit pas oublier la concurrence. C'est vrai qu'il n'y a pas beaucoup de lignes droites ici. C'est vrai aussi que l'on n'a pas vu Red Bull, Ferrari ou Mercedes dans une configuration avec beaucoup d'appui aérodynamique, car on n'avait pas de circuit à coefficient aérodynamique maximal jusqu'ici. Donc je pense qu'il serait facile de dire que l'on va être aisément devant.*

Mais je ne crois pas que ce sera facile. On doit être en permanence à 100%.»

L'importance capitale sur l'étroit et sinueux circuit de Monaco sera en premier lieu de trouver la performance décisive sur un tour, afin de partir le plus haut sur la grille. Une position cruciale sur une piste où dépasser relève généralement de l'exploit.

Verstappen amer de voir Honda s'allier à Aston Martin : «C'est dommage»

Max Verstappen ne cache pas sa déception après l'officialisation du retour de Honda en Formule 1 pour 2026, qui se fera chez Aston Martin.

L'au revoir de Honda à la Formule 1 n'aura finalement été que de courte durée. Dix-huit mois après s'être officiellement retirée de la catégorie reine, la marque japonaise a annoncé son retour, toujours en qualité de motoriste, pour la saison 2026. Une année qui marquera l'arrivée d'un nouveau règlement moteur, avec un accent mis sur l'électrification et la durabilité.

Et contrairement à l'ère actuelle des V6 turbo hybrides, Honda n'écrira pas ce nouveau chapitre de la F1 avec Red Bull : c›est avec Aston Martin que le constructeur japonais a décidé de s›associer, après que Red Bull a opté pour une conception en interne, en partenariat avec Ford.

La décision de Red Bull de fabriquer ses propres moteurs a néanmoins été motivée, voire forcée, par le retrait initial de Honda de la F1, fin 2021. Voir aujourd'hui le motoriste faire machine arrière n'égaie donc pas Max Verstappen, puisqu'il s'engage avec une autre équipe et que les derniers blocs de Honda se sont avérés particulièrement performants.

«De notre côté, c'est un peu malheureux comment cela a fini, bien sûr», a commenté le Néerlandais, interrogé par **Motorsport.com**. *«Il y a quelques années, ils ont dit 'nous allons arrêter', alors Red Bull a créé son propre département moteur et puis, à un moment donné, ils ont dit 'non, nous continuons'. Malheureusement, lorsque vous êtes déjà en train de concevoir tout un moteur vous-même, vous ne pouvez plus vraiment travailler ensemble. C'est un peu dommage.»*

«Nous avons toujours eu de très bonnes relations avec [Honda] et les voir partir chez Aston Martin est un peu dommage. Mais nous sommes aussi enthousiastes de voir ce qui se passera avec Ford à compter de 2026. C'est comme ça, il y a quelques années, nous pensions que [Honda] allait partir, maintenant ils restent et ils vont chez Aston Martin. Pour Aston Martin, c'est super, ils [auront] un excellent moteur, nous le savons tous.»

PREMIERE LEAGUE

Clôture du championnat

Premier League
England

19:30	Arsenal – Wolverhampton Wanderers
19:30	Aston Villa – Brighton & Hove Albion
19:30	Brentford – Manchester City
19:30	Chelsea – Newcastle United
19:30	Crystal Palace – Nottingham Forest
19:30	Everton – AFC Bournemouth
19:30	Leeds United – Tottenham Hotspur
19:30	Leicester City – West Ham United
19:30	Manchester United – Fulham
19:30	Southampton – Liverpool